



BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

03/20/2019

A vibrant night scene of a fireworks display. The sky is filled with numerous bursts of red and white fireworks. In the foreground, a row of golden, fan-shaped fireworks is being launched from a dark structure, likely a pier or a boat, over a body of water. The lights from the fireworks are reflected on the water's surface.

**BONNE
ET HEUREUSE
ANNEE
2020**

Message à la nation

Ouattara : “ Nous allons renforcer le programme social ”

Le Chef de l'État s'est adressé, mercredi, aux Ivoiriens. Dans son discours, il dressé son bilan à la tête de l'État et annoncé des mesures pour améliorer le quotidien de ses compatriotes.

Mes chers compatriotes, Chers amis de la Côte d'Ivoire,

C'est toujours avec beaucoup de plaisir et d'émotion que je m'adresse à vous, à l'occasion du passage à la nouvelle année. Mon émotion est encore plus grande cette année, car ce sont les derniers vœux du second mandat à la magistrature suprême que vous avez bien voulu me confier. Comme vous le savez, l'année 2020 sera une année importante pour l'avenir de notre chère Côte d'Ivoire. C'est pourquoi, à l'occasion de ces vœux, j'aimerais que nous regardions le chemin parcouru, ensemble, vers la modernisation de la Côte d'Ivoire, la consolidation de la Nation ivoirienne, et l'amélioration des conditions de vie des Ivoiriens.

Mes chers compatriotes, Au moment où je briguais la magistrature suprême en 2010, j'avais deux priorités :
 • l'amélioration des conditions de vie des populations par la réalisation d'infrastructures sociales et économiques ;
 • et la création d'emplois, notamment pour les jeunes. Malheureusement, au sortir de la grave crise post-électorale que nous avons connue, nous avons trouvé un pays en lambeaux, un tissu social déchiré, une situation sécuritaire précaire, une adminis-

tration en déliquescence et des infrastructures totalement dégradées. Nous avons dû alors parer à ces urgences de remise en état de notre pays. Il nous fallait ramener la paix et rétablir la sécurité sur toute l'étendue du territoire national. Nous l'avons fait. Il nous fallait restaurer l'autorité de l'État, remettre l'administration en marche, la rapprocher de nos concitoyens vivant dans les localités les plus reculées. Nous l'avons fait. Il nous fallait rétablir les Institutions et les renforcer pour qu'elles accompagnent l'action de l'État. Nous l'avons fait. Grâce à la mise en place de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation, nous avons compris les causes profondes de cette crise et nous avons tiré les leçons pour l'avenir du pays ; pour que plus jamais, la Côte d'Ivoire ne retombe dans les mêmes travers. Nous avons entrepris de solder de façon définitive le contentieux de la crise post-électorale en identifiant puis en indemnisant les victimes, en amnistiant la quasi-totalité des prisonniers civils de la crise post-électorale, en favorisant les conditions de retour de la plupart de nos compatriotes réfugiés hors du pays. Ceux qui étaient des agents de la Fonction publique ont réintégré l'administration. Nous avons traité d'urgence des urgences de la crise avec détermination et responsabilité.

Mes chers compatriotes,



PHOTO : D.R

tration en déliquescence et des infrastructures totalement dégradées. Nous avons dû des investissements massifs pour la réhabilitation et l'extension de nos infrastructures économiques et sociales, afin

et changer le visage de notre pays. Ainsi, nous avons permis l'accès à l'eau potable à des millions d'Ivoiriens. Aujourd'hui, plus de 80% des Ivoiriens ont accès à l'eau potable dans les villes comme à l'intérieur du pays. Le nombre de localités desservies en eau potable est passé de 789 en 2011 à 1095 en 2019. Nous avons raccordé plusieurs centaines de localités au réseau électrique national, de sorte qu'à fin 2020, tous les villages de plus de 500 habitants auront accès à l'électricité, soit environ 80% des Ivoiriens. Je voudrais souligner que de 2012 à fin novembre 2019, soit en 8 ans, ce sont au total 2796 localités additionnelles qui ont été électrifiées, comparées aux 1531 localités électrifiées sur la période 1994-2011, c'est à dire en 18 ans. Ainsi, le taux de couverture en électricité a

quasiment doublé, passant de 33% en 2011 à 66% à fin novembre 2019. Il est projeté à 80% en 2020. Afin d'offrir à nos enfants, un cadre d'éducation et de formation adéquat, pour leur garantir une chance de réussite sociale, nous avons construit 33 698 salles de classes préscolaires et primaires, 277 lycées et collèges entre 2011 et 2019. Au niveau de l'enseignement supérieur, nous avons procédé à la réhabilitation des universités de Cocody, d'Abobo-Adjamé et de Bouaké. Nous avons transformé les URES de Daloa et de Korhogo en universités, ouvert l'université de Man et l'université virtuelle d'Abidjan et lancé les travaux de construction des universités de San-Pedro et de Bondoukou. Nous avons restauré et construit des dizaines de centres de santé et d'hôpitaux

à travers le pays. En outre, un programme ambitieux de réhabilitation et de construction d'hôpitaux est en cours, pour que chaque Ivoirien ait accès à une meilleure prise en charge médicale à proximité de son lieu d'habitation. Le taux d'accès aux services de santé est ainsi passé de 44% en 2012 à 69% en 2019. Depuis 2011, 22 ponts, 545 kilomètres de routes nouvelles interurbaines, 115 kilomètres d'autoroutes et 245 kilomètres de routes ont été construits. Par ailleurs, 40 000 kilomètres de routes en terre et de pistes rurales ont été réhabilitées pour connecter nos populations et faciliter les échanges économiques.

Mes chers compatriotes, La gestion rigoureuse et saine de nos finances publiques a permis de regagner la confiance de nos partenaires techniques et financiers. Notre croissance forte et soutenue depuis 2012 a permis de faire de notre économie, l'une des plus dynamiques au monde, avec un taux de croissance moyen compris entre 7 et 9% par an. Nous avons aussi amorcé et accéléré la transformation structurelle de l'économie ivoirienne.

Nous nous sommes attelés à traduire cette embellie économique en réalité sociale pour nos concitoyens. Ainsi, les fruits de la croissance économique ont permis, notamment, le déblocage des salaires des fonctionnaires après plus de 25 ans de gel, le relèvement du SMIG, le financement des projets de certaine de milliers de femmes et la création d'environ trois millions d'emplois, la subvention du prix d'achat aux producteurs de certains produits agricoles tels que le cacao, le café, le coton, l'anacarde, etc. Nos parents paysans ont ainsi obtenu une meilleure rémunération du produit de leur labeur et leur quotidien s'est nettement amélioré. Cette évolution s'explique aussi en raison de la proximité des services sociaux de base tels que l'eau potable, l'électricité, la santé, l'école et les routes. Nous avons inversé la courbe de la pauvreté, qui est

Nous avons entrepris de solder de façon définitive le contentieux de la crise post-électorale en identifiant puis en indemnisant les victimes, en amnistiant la quasi-totalité des prisonniers civils de la crise post-électorale, en favorisant les conditions de retour de la plupart de nos compatriotes réfugiés hors du pays.

tration en déliquescence et des infrastructures totalement dégradées. Nous avons dû

Chères sœurs, chers frères, Parallèlement à toutes ces actions, nous avons procédé à

d'offrir de meilleures conditions de vie à nos concitoyens

en net recul selon les résultats préliminaires des rapports et des études qui seront publiés dans le courant du premier trimestre 2020. Ainsi, le taux de pauvreté devrait se situer aux alentours de 35% en 2018 contre 51% en 2011.

Nous avons redonné à la Côte d'Ivoire sa place dans le concert des Nations. Après 26 ans d'absence, nous avons porté la voix de la Côte d'Ivoire au Conseil de Sécurité des Nations Unies en présidant cette prestigieuse Institution. Désormais, notre pays assume avec fierté et responsabilité, sa place dans la sous-région. Nous avons restauré l'attractivité touristique de notre beau pays et le trafic de passagers à l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny est passé de 630 000 passagers en 2011 à 2 260 000 passagers en 2019. Nous avons redonné aux Ivoiriens des motifs de fierté et d'espoir par les succès enregistrés aux niveaux agricole, économique, diplomatique, sport et culturel. Tous ces résultats, nous les avons obtenus ensemble, grâce aux efforts de chacune et de chacun de nous ainsi qu'au travail acharné du Gouvernement que je félicite. Nous continuerons dans cette voie. Nous avons amorcé, avec les Chefs d'Etat de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (l'UEMOA) et la France, une évolution importante de notre système monétaire avec la réforme du franc CFA, dans le cadre de la future intégration monétaire des pays de la CE-DEAO. Nous le ferons avec méthode et prudence, afin de préserver le pouvoir d'achat de nos populations, d'attirer les investisseurs, de créer des emplois et de maintenir le développement économique des pays de notre Union.

Mes chers compatriotes,

La finalité de mon action à la tête de l'Etat est d'améliorer le quotidien des ivoiriens. C'est pourquoi, en 2019, j'ai décidé de cibler davantage l'action de l'Etat vers la résolution des difficultés du quotidien de chaque Ivoirien. C'est tout le sens du Programme Social du Gouvernement que nous avons déployé depuis le début de l'année 2019 et qui commence déjà à donner des résultats probants. Ainsi, pour réduire la mortalité infantile et maternelle, plus de 1 250 000 enfants ont été vaccinés gratuitement et près de 465 000 femmes ont bénéficié gracieusement de kits d'accouchement et de césarienne à travers les centres de santé du pays. Au niveau de la protection sociale, les enrôlements



Grâce à l'action du Président Ouattara et du gouvernement, de nombreux Ivoiriens ont accès à l'eau potable. (PHOTO : D.R)

pour la CMU, la Couverture Maladie Universelle, s'accroissent. Ce sont déjà plus de 2,9 millions de personnes qui ont été enrôlées, dont la moitié bénéficie, pour la première fois de leur vie, d'une assurance maladie. Au niveau de l'éducation, pour qu'aucun enfant ivoirien ne prenne des cours à même le sol dans des salles de classe surchargées, le Programme Social du Gouver-

nement, de la réduction de 20% du tarif social. De plus, l'Etat a pris en charge le premier paiement des frais d'abonnement à l'électricité de 200 000 familles. S'agissant de l'eau potable, les investissements ont été renforcés, dans le cadre du Programme Social du Gouvernement, avec pour objectif de rendre fonctionnel 21 000 pompes villageoises

vers afin de rendre habitables les maisons déjà construites. Nous avons consenti plus de 300 milliards de F CFA d'exonérations fiscales afin de faire baisser les prix à payer par les acquéreurs de logements.

Mes chers compatriotes,

Hélas, il existe encore dans notre pays, dans nos quartiers et nos villages, des familles

54.000 jeunes ont connu, au cours de cette année 2019, une première expérience de création d'entreprises. Fort de ces premiers résultats, nous allons renforcer le Programme Social du Gouvernement : - pour améliorer le quotidien des Ivoiriens en agissant sur les prix des produits de première nécessité ; - pour apporter le secours de l'Etat à encore plus de familles vulnérables ;

Comme vous le savez, 2020 est une année décisive pour l'avenir de notre Nation. Chaque Ivoirien sera amené à se prononcer sur la trajectoire qu'il souhaite donner à notre chère Côte d'Ivoire pour les prochaines années. La confrontation des idées et des projets, inéluctable au processus électoral, devra se faire dans la non-violence et le respect des lois, sans mettre en péril la stabilité du pays. Nous allons maintenir le cap pour que chaque Ivoirien bénéficie des fruits de cette embellie économique, dans la paix et la sérénité. Je veux donc vous rassurer que l'année 2020 sera une belle année. La Côte d'Ivoire continuera d'avancer à pas résolu vers l'émergence. Oui, à l'instar de 2015, l'année 2020 sera une année électorale paisible. Je vous en fais la promesse. Vous pouvez me faire confiance. D'ores et déjà, la Commission Electorale Indépendante a commencé la préparation de l'élection présidentielle. Par ailleurs, j'ai instruit le Premier Ministre, Chef du Gouvernement à l'effet de rencontrer les partis politiques et la société civile, dès le mois de janvier, avant de finaliser le travail sur le code électoral. J'invite donc chaque Ivoirien et chaque Ivoirienne, notamment les plus jeunes, à se faire enrôler dès le lancement du processus. C'est ainsi que vous, les jeunes, pourrez faire entendre votre voix durant cette année électorale.

Nous avons procédé à des investissements massifs pour la réhabilitation et l'extension de nos infrastructures économiques et sociales, afin d'offrir de meilleures conditions de vie à nos concitoyens et changer le visage de notre pays. Ainsi, nous avons permis l'accès à l'eau potable à des millions d'Ivoiriens. Aujourd'hui, plus de 80% des Ivoiriens ont accès à l'eau potable dans les villes comme à l'intérieur du pays.

vernement a prévu l'acquisition de table-bancs ainsi que le recrutement et la formation de nouveaux enseignants. Ainsi, 10 300 enseignants ont été recrutés, formés et affectés à travers le pays depuis octobre 2019 et 265 000 tables-bancs ont été livrées. Pour l'accès à l'électricité au plus grand nombre, ce sont plus d'un million de familles vulnérables qui ont bénéficié, dans le cadre du Programme

et de renforcer la production et le réseau de distribution en milieu urbain.

En matière de logement, le programme de construction de logements sociaux se poursuit avec la même détermination. A ce jour, nous avons plus de 1000 ha de réserves foncières constituées. Nous avons investi 72 milliards de F CFA dans les VRD -voiries et réseaux di-

entiers vivant dans une extrême pauvreté. C'est pour ces familles que nous avons mis en place le programme des filets sociaux avec l'appui de nos partenaires au développement. Ainsi, 127.000 familles ivoiriennes bénéficient d'un appui financier direct de 144.000 F CFA par an, permettant ainsi de sortir environ 890 000 personnes de l'extrême pauvreté. En ce qui concerne la jeunesse, plus de

- pour améliorer les conditions d'études de nos enfants du primaire, du secondaire et du supérieur ; - pour qu'aucune femme en Côte d'Ivoire ne perde la vie en couche. L'Etat continuera d'être auprès des jeunes pour mieux vous préparer au marché de l'emploi et vous accompagner dans vos projets de création d'entreprises.

Mes chers compatriotes,

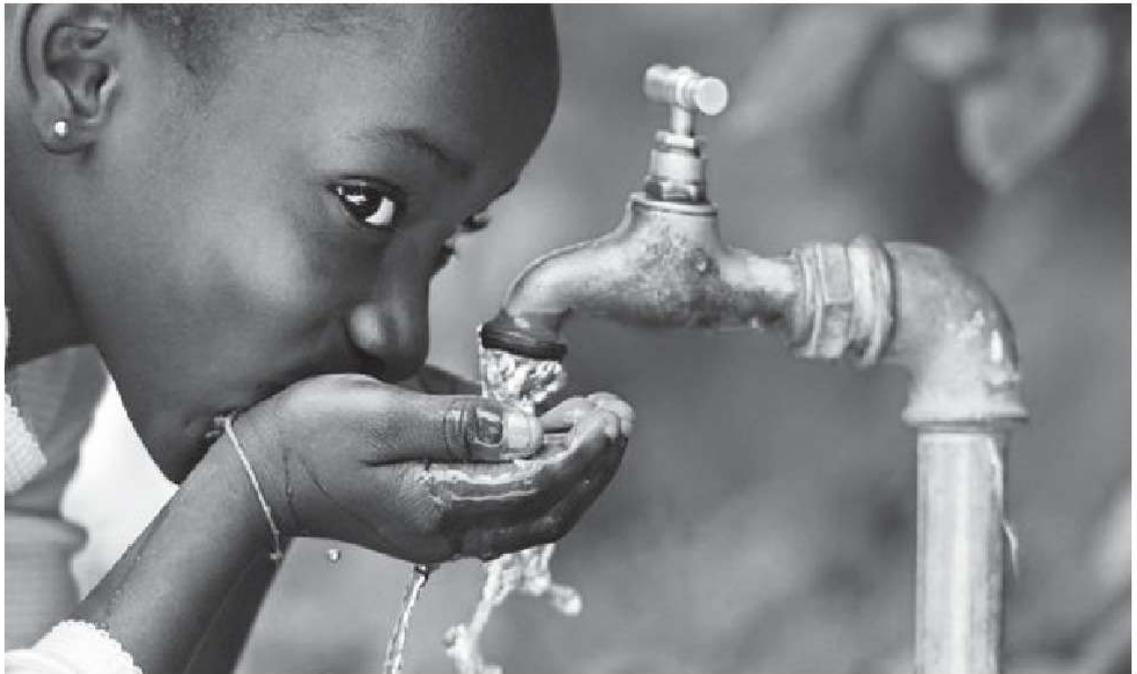
SUITE PAGE 4

en net recul selon les résultats préliminaires des rapports et des études qui seront publiés dans le courant du premier trimestre 2020. Ainsi, le taux de pauvreté devrait se situer aux alentours de 35% en 2018 contre 51% en 2011.

Nous avons redonné à la Côte d'Ivoire sa place dans le concert des Nations. Après 26 ans d'absence, nous avons porté la voix de la Côte d'Ivoire au Conseil de Sécurité des Nations Unies en présidant cette prestigieuse Institution. Désormais, notre pays assume avec fierté et responsabilité, sa place dans la sous-région. Nous avons restauré l'attractivité touristique de notre beau pays et le trafic de passagers à l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny est passé de 630 000 passagers en 2011 à 2 260 000 passagers en 2019. Nous avons redonné aux Ivoiriens des motifs de fierté et d'espoir par les succès enregistrés aux niveaux agricole, économique, diplomatique, sport et culturel. Tous ces résultats, nous les avons obtenus ensemble, grâce aux efforts de chacune et de chacun de nous ainsi qu'au travail acharné du Gouvernement que je félicite. Nous continuerons dans cette voie. Nous avons amorcé, avec les Chefs d'Etat de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (l'UEMOA) et la France, une évolution importante de notre système monétaire avec la réforme du franc CFA, dans le cadre de la future intégration monétaire des pays de la CE-DEAO. Nous le ferons avec méthode et prudence, afin de préserver le pouvoir d'achat de nos populations, d'attirer les investisseurs, de créer des emplois et de maintenir le développement économique des pays de notre Union.

Mes chers compatriotes,

La finalité de mon action à la tête de l'Etat est d'améliorer le quotidien des ivoiriens. C'est pourquoi, en 2019, j'ai décidé de cibler davantage l'action de l'Etat vers la résolution des difficultés du quotidien de chaque Ivoirien. C'est tout le sens du Programme Social du Gouvernement que nous avons déployé depuis le début de l'année 2019 et qui commence déjà à donner des résultats probants. Ainsi, pour réduire la mortalité infantile et maternelle, plus de 1 250 000 enfants ont été vaccinés gratuitement et près de 465 000 femmes ont bénéficié gracieusement de kits d'accouchement et de césarienne à travers les centres de santé du pays. Au niveau de la protection sociale, les enrôlements



Grâce à l'action du Président Ouattara et du gouvernement, de nombreux Ivoiriens ont accès à l'eau potable. (PHOTO : D.R)

pour la CMU, la Couverture Maladie Universelle, s'accroissent. Ce sont déjà plus de 2,9 millions de personnes qui ont été enrôlées, dont la moitié bénéficie, pour la première fois de leur vie, d'une assurance maladie. Au niveau de l'éducation, pour qu'aucun enfant ivoirien ne prenne des cours à même le sol dans des salles de classe surchargées, le Programme Social du Gouver-

nement, de la réduction de 20% du tarif social. De plus, l'Etat a pris en charge le premier paiement des frais d'abonnement à l'électricité de 200 000 familles. S'agissant de l'eau potable, les investissements ont été renforcés, dans le cadre du Programme Social du Gouvernement, avec pour objectif de rendre fonctionnel 21 000 pompes villageoises

vers afin de rendre habitables les maisons déjà construites. Nous avons consenti plus de 300 milliards de F CFA d'exonérations fiscales afin de faire baisser les prix à payer par les acquéreurs de logements.

Mes chers compatriotes,

Hélas, il existe encore dans notre pays, dans nos quartiers et nos villages, des familles

54.000 jeunes ont connu, au cours de cette année 2019, une première expérience de création d'entreprises. Fort de ces premiers résultats, nous allons renforcer le Programme Social du Gouvernement : - pour améliorer le quotidien des Ivoiriens en agissant sur les prix des produits de première nécessité ; - pour apporter le secours de l'Etat à encore plus de familles vulnérables ;

Comme vous le savez, 2020 est une année décisive pour l'avenir de notre Nation. Chaque Ivoirien sera amené à se prononcer sur la trajectoire qu'il souhaite donner à notre chère Côte d'Ivoire pour les prochaines années. La confrontation des idées et des projets, inéluctable au processus électoral, devra se faire dans la non-violence et le respect des lois, sans mettre en péril la stabilité du pays. Nous allons maintenir le cap pour que chaque Ivoirien bénéficie des fruits de cette embellie économique, dans la paix et la sérénité. Je veux donc vous rassurer que l'année 2020 sera une belle année. La Côte d'Ivoire continuera d'avancer à pas résolu vers l'émergence. Oui, à l'instar de 2015, l'année 2020 sera une année électorale paisible. Je vous en fais la promesse. Vous pouvez me faire confiance. D'ores et déjà, la Commission Electorale Indépendante a commencé la préparation de l'élection présidentielle. Par ailleurs, j'ai instruit le Premier Ministre, Chef du Gouvernement à l'effet de rencontrer les partis politiques et la société civile, dès le mois de janvier, avant de finaliser le travail sur le code électoral. J'invite donc chaque Ivoirien et chaque Ivoirienne, notamment les plus jeunes, à se faire enrôler dès le lancement du processus. C'est ainsi que vous, les jeunes, pourrez faire entendre votre voix durant cette année électorale.

Nous avons procédé à des investissements massifs pour la réhabilitation et l'extension de nos infrastructures économiques et sociales, afin d'offrir de meilleures conditions de vie à nos concitoyens et changer le visage de notre pays. Ainsi, nous avons permis l'accès à l'eau potable à des millions d'Ivoiriens. Aujourd'hui, plus de 80% des Ivoiriens ont accès à l'eau potable dans les villes comme à l'intérieur du pays.

vement a prévu l'acquisition de table-bancs ainsi que le recrutement et la formation de nouveaux enseignants. Ainsi, 10 300 enseignants ont été recrutés, formés et affectés à travers le pays depuis octobre 2019 et 265 000 tables-bancs ont été livrées. Pour l'accès à l'électricité au plus grand nombre, ce sont plus d'un million de familles vulnérables qui ont bénéficié, dans le cadre du Programme

et de renforcer la production et le réseau de distribution en milieu urbain.

En matière de logement, le programme de construction de logements sociaux se poursuit avec la même détermination. A ce jour, nous avons plus de 1000 ha de réserves foncières constituées. Nous avons investi 72 milliards de F CFA dans les VRD -voiries et réseaux di-

entiers vivant dans une extrême pauvreté. C'est pour ces familles que nous avons mis en place le programme des filets sociaux avec l'appui de nos partenaires au développement. Ainsi, 127.000 familles ivoiriennes bénéficient d'un appui financier direct de 144.000 F CFA par an, permettant ainsi de sortir environ 890 000 personnes de l'extrême pauvreté. En ce qui concerne la jeunesse, plus de

- pour améliorer les conditions d'études de nos enfants du primaire, du secondaire et du supérieur ; - pour qu'aucune femme en Côte d'Ivoire ne perde la vie en couche. L'Etat continuera d'être auprès des jeunes pour mieux vous préparer au marché de l'emploi et vous accompagner dans vos projets de création d'entreprises.

Mes chers compatriotes,

SUITE PAGE 4

SUITE DE LA PAGE 3



De nouvelles routes ont été construites pour faciliter les échanges commerciaux et le déplacement des populations. (PH. DR)

Vous devez prendre vos responsabilités dans l'avenir de la Côte d'Ivoire. Car l'avenir de la Côte d'Ivoire, c'est d'abord vous !

Mes chers compatriotes,

S'agissant de l'actualité sécuritaire récente de notre pays, je voudrais vous rassurer à nouveau. L'État fera son devoir. L'État ne faillira pas, en particulier au moment où le terrorisme constitue une menace à nos frontières.

L'État sera là pour garantir la paix, si chèrement conquise, ainsi que la sécurité des Ivoiriens et la stabilité de la Côte d'Ivoire. Nul ne pourra perturber cet objectif. Aucune tentative de déstabilisation de la Côte d'Ivoire ne pourra prospérer. Pour tous ceux qui se sont rendus ou se rendront coupables de tels actes, la rigueur de la loi sera intégralement appliquée. Nous sommes tous responsables devant les juridictions de notre pays. Notre pays est un Etat de droit. Nul n'est au-dessus de la loi, quel que soit son statut.

Je salue à nouveau nos Forces de Défense et de Sécurité avec à leur tête, les grands commandements, pour leur abnégation et leur travail remarquable de pro-

tection de la Nation et des Ivoiriens. Je veux la paix et la stabilité pour notre pays, ainsi que la sécurité pour les Ivoiriens et tous les habitants de notre beau pays. Comme le disait le Président Félix

Ukwoya, « l'avenir de notre pays est dans la main de ses citoyens ».

Mes chers compatriotes,

À l'aube de cette nouvelle année, je voudrais, à nouveau partager avec vous, ma foi en

lendemain meilleurs nous attendent.

Poursuivons nos efforts de transformation et de modernisation de notre pays, dans l'union, la discipline et le travail, dans la paix et la stabilité.

Je veux donc vous rassurer que l'année 2020 sera une belle année. La Côte d'Ivoire continuera d'avancer à pas résolu vers l'émergence. Oui, à l'instar de 2015, l'année 2020 sera une année électorale paisible. Je vous en fais la promesse. Vous pouvez me faire confiance.

Houphouët-Boigny, la paix est notre bien le plus précieux. C'est pourquoi, au moment où nous avons repris le chemin du progrès économique et social, au moment où notre pays rayonne et fait la fierté des Ivoiriens, je veux exhorter, encore une fois, tous les acteurs de la vie politique ivoirienne à faire preuve de responsabilité, en préservant la paix et le res-

pect des Institutions. l'avenir de notre pays. Nous avons déjà réalisé ensemble de grandes choses, des progrès jamais réalisés par un pays en si peu de temps, au sortir d'une crise majeure. Cela a été possible grâce au travail et à l'optimisme à toute épreuve des Ivoiriens. Merci à chacune et à chacun de vous ! Nous pouvons être fiers du chemin parcouru ; des

C'est sur cette note d'espoir que je voudrais souhaiter à chacune et à chacun d'entre vous, une très bonne et heureuse année 2020. Que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire. Vive la République ! Vive la Côte d'Ivoire ! Je vous remercie.

Nous l'avons fait !

Nous l'avons fait". Ainsi parlait le Président de la République, Alassane Ouattara, lorsqu'il faisait, mardi, le bilan de son action à la tête de l'État. Le message à la nation, véritable discours méthodique, a permis à tous d'avoir une idée nette de la progression du pays, de 2011 à aujourd'hui. Oui, Ouattara et son équipe ont réussi à transformer la Côte d'Ivoire. Ils ont réussi à lui redonner sa place dans le concert des nations. En témoignent les déplacements des nombreux Chefs d'État et de gouvernement à Abidjan. Qui pour dire merci d'avoir aidé leur pays à sortir de la crise. Comme ce fut le cas des Présidents maliens, Ibrahim Boubacar Keïta et sierra-léonais, Julius Maada Bio. Qui pour se voir ouvrir le vaste marché de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Comme ce fut le cas du Premier ministre japonais, Shinzo Abe. En témoignent également l'élection de la Côte d'Ivoire au Conseil de sécurité en qualité de membre non permanent (2018-2019) ou encore l'organisation, dans le pays, du sommet Union africaine-Union européenne qui a vu la quasi-totalité des Chefs d'État et de gouvernement venir à Abidjan. Il y avait bien longtemps que les Ivoiriens n'avaient pas vu un tel déferlement sur les bords de la lagune Ebrié.

Le Président Ouattara et son équipe l'ont fait. Ils ont aussi réussi à faire grimper le taux de croissance de la Côte d'Ivoire. Depuis 2011, l'économie ivoirienne a progressé à un rythme moyen de 8 % par an; ce qui en fait l'un des pays les plus dynamiques du monde, selon la Banque mondiale. Ouattara et son équipe l'ont fait. Nous savons tous d'où vient la Côte d'Ivoire. Le régime de la refondation, c'était un flop généralisé. Notre pays tanguait comme un bateau ivre. Il a fallu tout recommencer, tellement le désastre était grand. Les acquis sous Félix Houphouët-Boigny portaient en lambeau. Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire a fière allure avec ses nouvelles routes construites et les anciennes réhabilitées. Elle a retrouvé tout son dynamisme. Quelqu'un avec qui nous nous sommes rendu, mardi, à Abatta vers Bingerville, nous disait. "Ceux qui sont assis chez eux, critiquant le gouvernement, ont-ils vu

toutes les routes créées ?" Ouattara et son équipe en ont construit parce qu'ils savent qu'elles précèdent le développement. Depuis 2011, 22 ponts, 545 kilomètres de routes neuves interurbaines, 115 kilomètres d'autoroutes et 245 kilomètres de voiries ont été construits. Par ailleurs, 40 000 kilomètres de routes en terre et de pistes rurales ont été réhabilitées pour connecter nos populations et faciliter les échanges économiques. Ouattara et son gouvernement l'ont fait. Tous ceux qui parlent de redistribution de la richesse doivent savoir que des millions d'Ivoiriens ont accès à l'eau potable aujourd'hui. Plusieurs centaines de localités ont été raccordées au réseau électrique. Le taux de pauvreté est en net recul. "Nous avons inversé la courbe de la pauvreté qui est en net recul, selon les résultats préliminaires des rapports et des études qui seront publiés dans le courant du premier trimestre 2020. Ainsi, le taux de pauvreté devrait se situer aux alentours de 35% en 2018 contre 51% en 2011", a fait savoir le Chef de l'État. Son gouvernement et lui ont lancé un ambitieux programme dénommé "filets sociaux productifs". 127 000 familles ivoiriennes bénéficient d'un appui financier direct de 144 000 FCfa par an. Ce programme a permis de sortir environ 890 000 personnes de l'extrême pauvreté. Ouattara et son gouvernement ont également construit des écoles, collèges et lycées. Ils ont réhabilité des universités, transformé des Ures (Unité régionale d'enseignement supérieur) en universités, ouvert celle de Man, lancé les travaux de construction de celles de San Pedro et de Bondoukou. Ouattara et son équipe ont également fait de nombreux investissements dans le secteur de la santé. Un programme de réhabilitation et de construction d'hôpitaux est en cours, pour que chaque Ivoirien ait accès à une meilleure prise en charge médicale à proximité de son lieu d'habitation. Ouattara et son équipe font bouger la Côte d'Ivoire. Ce pays marche inégalement vers son développement. Le Chef de l'État nous a demandé de lui faire confiance pour que cette marche ne soit pas entravée. Et nous lui faisons confiance. ■

ÉTIENNE ABOUA

• Une croissance forte et partagée

Le message de nouvel an du Chef de l'État a réaffirmé sa volonté d'améliorer les conditions de vie de toute la population, en particulier celles des plus pauvres. La réalisation de cet engagement est possible grâce à la forte augmentation de la richesse nationale, ces dernières années. «*La gestion rigoureuse et saine de nos finances publiques a permis de regagner la confiance de nos partenaires techniques et financiers. Notre croissance forte et soutenue depuis 2012 a permis de faire de notre économie, l'une des plus dynamiques au monde, avec un taux de croissance moyen compris entre 7 et 9% par an. Nous avons aussi amorcé et accéléré la transformation structurelle de l'économie ivoirienne. Nous nous sommes attelés à traduire cette embellie économique en réalité sociale pour nos concitoyens*», a déclaré Alassane Ouattara. «*Les fruits de la croissance économique ont permis, notamment, le déblocage des salaires des fonctionnaires après plus de 25 ans de gel, le relèvement du Smig, le financement des projets de centaines de milliers de*



Les logements sociaux, une priorité pour le gouvernement. (PH: DR)

femmes et la création d'environ trois millions d'emplois, la subvention du prix d'achat aux producteurs de certains produits agricoles tels que le cacao, le café, le coton, l'anacarde, etc », a-t-il poursuivi. Par ailleurs, le gouvernement a œuvré sans relâche à aider les Ivoiriens à acquérir chacun un toit, à travers le programme des logements sociaux. «*En matière de logement, le programme de construction de logements sociaux se poursuit avec la même détermination. A ce jour, nous avons plus de*

1000 ha de réserves foncières constituées. Nous avons investi 72 milliards de F Cfa dans les VRD-voies et réseaux divers afin de rendre habitables les maisons déjà construites. Nous avons consenti plus de 300 milliards de F Cfa d'exonérations fiscales afin de faire baisser les prix à payer par les acquéreurs de logements », a soutenu le Chef de l'État. Toutes les actions sont menées dans un contexte marqué par une forte réduction du taux de pauvreté, selon Alassane Ouattara. «*Nous avons inversé la courbe de*

la pauvreté, qui est en net recul selon les résultats préliminaires des rapports et des études qui seront publiés dans le courant du premier trimestre 2020. Ainsi, le taux de pauvreté devrait se situer aux alentours de 35% en 2018 contre 51% en 2011. Eco Au niveau régional, le Chef de l'État s'est réjoui du leadership de la Côte d'Ivoire. «*Désormais, notre pays assume avec fierté et responsabilité, sa place dans la sous-région* », s'est-il félicité. S'exprimant sur la monnaie régionale, il a déclaré : «*Nous avons amorcé, avec les Chefs d'État de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (l'Uemoa) et la France, une évolution importante de notre système monétaire avec la réforme du franc CFA, dans le cadre de la future intégration monétaire des pays de la Cedeao. Nous le ferons avec méthode et prudence, afin de préserver le pouvoir d'achat de nos populations, d'attirer les investisseurs, de créer des emplois et de maintenir le développement économique des pays de notre Union* » ■

DAVID YA

Maintenir le cap !

Il n'y a pas plus aveugle que celui qui refuse de voir. Il n'y a pas plus sourd que celui qui refuse d'entendre. On peut poursuivre avec les autres sens de l'être humain le goûter, l'odorat, le toucher... Cela pour dire que le Président Alassane Ouattara a parlé et il a tout dit. Il a livré un discours-bilan mais aussi un discours qui annonce les perspectives pour une Côte d'Ivoire plus prospère avec des Ivoiriens vivant dans des conditions plus améliorées. En huit ans, c'est-à-dire depuis 2011, année de sortie de crise où tous les indicateurs étaient rouges, où la Côte d'Ivoire s'était affaïssée dans tous les secteurs, Alassane Ouattara et son gouvernement (réaménagé par moments) ont pu aider ce pays à se relever. Seulement avec la détermination et la foi, la remise en état de notre pays a été possible. Avec détermination et foi, le Président Ouattara et ses hommes ont pu ramener la paix et rétablir la sécurité sur toute l'étendue du territoire. La restauration de l'autorité de l'État, la remise en marche de l'administration, des institutions étatiques ont permis de regagner la confiance des partenaires internationaux qui ont accepté de renouer avec la Côte d'Ivoire. Là aussi, les résultats sont plus que positifs. L'appui des institutions de Bretton Woods, des partenaires au développement et la mobilisation des ressources intérieures ont permis au gouvernement de réaliser des investissements (réhabilitation ou construction d'infrastructures sanitaires, routières, universitaires et scolaires...) avec comme cible principale : l'Ivoirien. L'Ivoirien est au cœur de l'action gouvernementale. L'année 2019 ayant été déclarée année du social. «*La finalité de mon action à la tête de*

l'État est d'améliorer le quotidien des Ivoiriens...C'est pourquoi, en 2019, j'ai décidé de cibler davantage l'action de l'État vers la résolution des difficultés du quotidien de chaque Ivoirien. C'est tout le sens du Programme social du gouvernement que nous avons déployé depuis le début de l'année 2019 », a rappelé le Président de la République. Toute cette dynamique devra être renforcée et consolidée en 2020. Il faudra maintenir le cap. Et la promesse en a été faite par le Chef de l'État en ces termes : «*Nous allons maintenir le cap pour que chaque Ivoirien bénéficie des fruits de cette embellie économique, dans la paix et la sécurité.*» Il s'agira, en gros, de renforcer le programme social du gouvernement pour améliorer le quotidien des Ivoiriens en agissant sur les prix des produits de première nécessité pour apporter le secours de l'État à encore plus de familles vulnérables... pour qu'aucune femme en Côte d'Ivoire ne perde la vie en couches. Il ne faut pas aussi ignorer que 2020 est une année électorale, donc «*une année décisive pour l'avenir de notre nation, où chaque Ivoirien sera amené à se prononcer sur la trajectoire qu'il souhaite donner à notre chère Côte d'Ivoire...* La confrontation des idées et des projets, inéluctable au processus électoral, devra se faire dans la non violence et le respect des lois, sans mettre en péril la stabilité du pays », a exhorté le Président Ouattara. Une Côte d'Ivoire paisible, une Côte d'Ivoire en paix qui prospère. Tel est le vœu le plus cher de tous les Ivoiriens et amis de la Côte d'Ivoire. Cela implique la responsabilité de tous, de tous les acteurs de la vie politique ivoirienne. ■

GERMAINE BONI

• Plus de 80 % des Ivoiriens auront accès à l'électricité et à l'eau potable en 2020

Dans son adresse du nouvel an à la nation, le Président de la République, Alassane Ouattara, a réitéré sa volonté de faire en sorte que l'ensemble des Ivoiriens ait accès à l'électricité et à l'eau potable. Dans cette optique, il a annoncé la poursuite de ses actions pour qu'en 2020, 80 % des populations aient le courant électrique et que ce chiffre déjà atteint dans le domaine de l'eau potable soit largement dépassé. Le Chef de l'État a indiqué que le Programme national d'électrification rurale (Proner) a déjà permis de raccorder 2796 localités supplémentaires en 2012 et 2019, contre 1531 agglomérations électrifiées entre 1994 et 2011. Soit un taux de couverture de 66 % en fin novembre 2019 contre 33 % en 2011. Le Président de la République s'est félicité de ce que plus d'un million de familles ont bénéficié de la réduction de 20 % du tarif social de l'électricité et de la prise en charge du paiement des frais d'abonnement de 200 mille familles dans ce domaine. Pour ce qui concerne l'eau



Le Chef de l'État, en 2019, a procédé à la mise sous tension de nombreuses localités. (PH: DR)

potable, les actions en cours dans le cadre du programme social du gouvernement (PS-Gouv), dont le but est de rendre fonctionnel plus de 21 mille pompes villageoises et de renforcer le réseau urbain de distribution vont se poursuivre. Au dire d'Alassane Ouattara, il s'agira d'aller au-delà des 1095 localités desservies en eau potable en

2019 contre 789 en 2011. Ces avancées sont le fruit «*des investissements massifs réalisés dans la réhabilitation et l'extension de nos infrastructures économiques et sociales, afin d'offrir de meilleures conditions de vie* » aux Ivoiriens «*et changer le visage* » de la Côte d'Ivoire, a fait savoir le Président de la République.

Les transports nettement améliorés

«*Depuis 2011, 22 ponts, 545 kilomètres de routes neuves interurbaines, 115 kilomètres d'autoroutes, 245 kilomètres de voirie ont été construits. Par ailleurs, 40 mille kilomètres de routes en terre et de pistes rurales ont été réhabilités pour connecter nos populations et faciliter les échanges économiques.*» C'est en ces termes que le Président de la République a résumé les avancées notables enregistrées dans le domaine du transport terrestre et de la mobilité. Alassane Ouattara a aussi évoqué les progrès réalisés dans les autres secteurs des transports. Notamment dans le domaine aérien où le nombre de passagers à l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny de Port-Bouët est passé de 630 mille personnes en 2011 à 2,260 millions de voyageurs en 2019. Sans oublier l'exploitation de plus en plus rapide des voies fluviales, notamment les eaux lagunaires ■

ABOUBAKAR BAMBA

• Une croissance forte et partagée

Le message de nouvel an du Chef de l'État a réaffirmé sa volonté d'améliorer les conditions de vie de toute la population, en particulier celles des plus pauvres. La réalisation de cet engagement est possible grâce à la forte augmentation de la richesse nationale, ces dernières années. «*La gestion rigoureuse et saine de nos finances publiques a permis de regagner la confiance de nos partenaires techniques et financiers. Notre croissance forte et soutenue depuis 2012 a permis de faire de notre économie, l'une des plus dynamiques au monde, avec un taux de croissance moyen compris entre 7 et 9% par an. Nous avons aussi amorcé et accéléré la transformation structurelle de l'économie ivoirienne. Nous nous sommes attelés à traduire cette embellie économique en réalité sociale pour nos concitoyens*», a déclaré Alassane Ouattara. «*Les fruits de la croissance économique ont permis, notamment, le déblocage des salaires des fonctionnaires après plus de 25 ans de gel, le relèvement du Smig, le financement des projets de centaines de milliers de*



Les logements sociaux, une priorité pour le gouvernement. (PH: DR)

femmes et la création d'environ trois millions d'emplois, la subvention du prix d'achat aux producteurs de certains produits agricoles tels que le cacao, le café, le coton, l'anacarde, etc », a-t-il poursuivi. Par ailleurs, le gouvernement a œuvré sans relâche à aider les Ivoiriens à acquérir chacun un toit, à travers le programme des logements sociaux. «*En matière de logement, le programme de construction de logements sociaux se poursuit avec la même détermination. A ce jour, nous avons plus de*

1000 ha de réserves foncières constituées. Nous avons investi 72 milliards de F Cfa dans les VRD-voies et réseaux divers afin de rendre habitables les maisons déjà construites. Nous avons consenti plus de 300 milliards de F Cfa d'exonérations fiscales afin de faire baisser les prix à payer par les acquéreurs de logements », a soutenu le Chef de l'État. Toutes les actions sont menées dans un contexte marqué par une forte réduction du taux de pauvreté, selon Alassane Ouattara. «*Nous avons inversé la courbe de*

la pauvreté, qui est en net recul selon les résultats préliminaires des rapports et des études qui seront publiés dans le courant du premier trimestre 2020. Ainsi, le taux de pauvreté devrait se situer aux alentours de 35% en 2018 contre 51% en 2011. Eco Au niveau régional, le Chef de l'État s'est réjoui du leadership de la Côte d'Ivoire. «*Désormais, notre pays assume avec fierté et responsabilité, sa place dans la sous-région* », s'est-il félicité. S'exprimant sur la monnaie régionale, il a déclaré : «*Nous avons amorcé, avec les Chefs d'État de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (l'Uemoa) et la France, une évolution importante de notre système monétaire avec la réforme du franc CFA, dans le cadre de la future intégration monétaire des pays de la Cedeao. Nous le ferons avec méthode et prudence, afin de préserver le pouvoir d'achat de nos populations, d'attirer les investisseurs, de créer des emplois et de maintenir le développement économique des pays de notre Union* » ■

DAVID YA

Maintenir le cap !

Il n'y a pas plus aveugle que celui qui refuse de voir. Il n'y a pas plus sourd que celui qui refuse d'entendre. On peut poursuivre avec les autres sens de l'être humain le goûter, l'odorat, le toucher... Cela pour dire que le Président Alassane Ouattara a parlé et il a tout dit. Il a livré un discours-bilan mais aussi un discours qui annonce les perspectives pour une Côte d'Ivoire plus prospère avec des Ivoiriens vivant dans des conditions plus améliorées. En huit ans, c'est-à-dire depuis 2011, année de sortie de crise où tous les indicateurs étaient rouges, où la Côte d'Ivoire s'était affaïssée dans tous les secteurs, Alassane Ouattara et son gouvernement (réaménagé par moments) ont pu aider ce pays à se relever. Seulement avec la détermination et la foi, la remise en état de notre pays a été possible. Avec détermination et foi, le Président Ouattara et ses hommes ont pu ramener la paix et rétablir la sécurité sur toute l'étendue du territoire. La restauration de l'autorité de l'État, la remise en marche de l'administration, des institutions étatiques ont permis de regagner la confiance des partenaires internationaux qui ont accepté de renouer avec la Côte d'Ivoire. Là aussi, les résultats sont plus que positifs. L'appui des institutions de Bretton Woods, des partenaires au développement et la mobilisation des ressources intérieures ont permis au gouvernement de réaliser des investissements (réhabilitation ou construction d'infrastructures sanitaires, routières, universitaires et scolaires...) avec comme cible principale : l'Ivoirien. L'Ivoirien est au cœur de l'action gouvernementale. L'année 2019 ayant été déclarée année du social. «*La finalité de mon action à la tête de*

l'État est d'améliorer le quotidien des Ivoiriens...C'est pourquoi, en 2019, j'ai décidé de cibler davantage l'action de l'État vers la résolution des difficultés du quotidien de chaque Ivoirien. C'est tout le sens du Programme social du gouvernement que nous avons déployé depuis le début de l'année 2019 », a rappelé le Président de la République. Toute cette dynamique devra être renforcée et consolidée en 2020. Il faudra maintenir le cap. Et la promesse en a été faite par le Chef de l'État en ces termes : «*Nous allons maintenir le cap pour que chaque Ivoirien bénéficie des fruits de cette embellie économique, dans la paix et la sécurité.*» Il s'agira, en gros, de renforcer le programme social du gouvernement pour améliorer le quotidien des Ivoiriens en agissant sur les prix des produits de première nécessité pour apporter le secours de l'État à encore plus de familles vulnérables... pour qu'aucune femme en Côte d'Ivoire ne perde la vie en couches. Il ne faut pas aussi ignorer que 2020 est une année électorale, donc «*une année décisive pour l'avenir de notre nation, où chaque Ivoirien sera amené à se prononcer sur la trajectoire qu'il souhaite donner à notre chère Côte d'Ivoire...* La confrontation des idées et des projets, inéluctable au processus électoral, devra se faire dans la non violence et le respect des lois, sans mettre en péril la stabilité du pays », a exhorté le Président Ouattara. Une Côte d'Ivoire paisible, une Côte d'Ivoire en paix qui prospère. Tel est le vœu le plus cher de tous les Ivoiriens et amis de la Côte d'Ivoire. Cela implique la responsabilité de tous, de tous les acteurs de la vie politique ivoirienne. ■

GERMAINE BONI

• Plus de 80 % des Ivoiriens auront accès à l'électricité et à l'eau potable en 2020

Dans son adresse du nouvel an à la nation, le Président de la République, Alassane Ouattara, a réitéré sa volonté de faire en sorte que l'ensemble des Ivoiriens ait accès à l'électricité et à l'eau potable. Dans cette optique, il a annoncé la poursuite de ses actions pour qu'en 2020, 80 % des populations aient le courant électrique et que ce chiffre déjà atteint dans le domaine de l'eau potable soit largement dépassé. Le Chef de l'État a indiqué que le Programme national d'électrification rurale (Proner) a déjà permis de raccorder 2796 localités supplémentaires en 2012 et 2019, contre 1531 agglomérations électrifiées entre 1994 et 2011. Soit un taux de couverture de 66 % en fin novembre 2019 contre 33 % en 2011. Le Président de la République s'est félicité de ce que plus d'un million de familles ont bénéficié de la réduction de 20 % du tarif social de l'électricité et de la prise en charge du paiement des frais d'abonnement de 200 mille familles dans ce domaine. Pour ce qui concerne l'eau



Le Chef de l'État, en 2019, a procédé à la mise sous tension de nombreuses localités. (PH: DR)

potable, les actions en cours dans le cadre du programme social du gouvernement (PS-Gouv), dont le but est de rendre fonctionnel plus de 21 mille pompes villageoises et de renforcer le réseau urbain de distribution vont se poursuivre. Au dire d'Alassane Ouattara, il s'agira d'aller au-delà des 1095 localités desservies en eau potable en

2019 contre 789 en 2011. Ces avancées sont le fruit «*des investissements massifs réalisés dans la réhabilitation et l'extension de nos infrastructures économiques et sociales, afin d'offrir de meilleures conditions de vie* » aux Ivoiriens «*et changer le visage* » de la Côte d'Ivoire, a fait savoir le Président de la République.

Les transports nettement améliorés

«*Depuis 2011, 22 ponts, 545 kilomètres de routes neuves interurbaines, 115 kilomètres d'autoroutes, 245 kilomètres de voirie ont été construits. Par ailleurs, 40 mille kilomètres de routes en terre et de pistes rurales ont été réhabilités pour connecter nos populations et faciliter les échanges économiques.*» C'est en ces termes que le Président de la République a résumé les avancées notables enregistrées dans le domaine du transport terrestre et de la mobilité. Alassane Ouattara a aussi évoqué les progrès réalisés dans les autres secteurs des transports. Notamment dans le domaine aérien où le nombre de passagers à l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny de Port-Bouët est passé de 630 mille personnes en 2011 à 2,260 millions de voyageurs en 2019. Sans oublier l'exploitation de plus en plus rapide des voies fluviales, notamment les eaux lagunaires ■

ABOUBAKAR BAMBA

56^e session ordinaire de la Cedeao

Akinwumi Adesina : “ L’autoroute Abidjan-Lagos deviendra une réalité ”

Les Chefs d’État et de gouvernement des 15 États membres de la Cedeao se sont retrouvés, le 21 décembre, au Nigeria, pour une session ordinaire de l’organisation

La Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (Cedeao) a tenu sa 56^e session ordinaire, le 21 décembre, à Abuja. Une rencontre à laquelle ont pris part les Chefs d’État et de gouvernement des 15 pays membres de l’organisation, qui ont débattu de questions cruciales concernant la région, y compris le projet de création de la monnaie unique, l’Eco, pour la sous-région, ainsi que le plan d’action pour la sécurité régionale. L’un des plus grands projets intégrateurs actuels dans la région ouest-africaine, c’est l’autoroute Abidjan-Lagos. Le président de la Banque africaine de développement (Bad), Akinwumi Adesina, a promis à l’occasion que « ce projet deviendra une réalité ». A l’en croire, l’institution bancaire panafricaine fournit un peu plus de six milliards de F Cfa (11,1 millions de Dollars) à la Commission de la Cedeao pour le développement du plan directeur de ce corridor autoroutier. Et, « elle va fournir un montant supplémentaire d’environ sept milliards de F Cfa (13,5 millions de Dollars) pour des études de faisabilité qui devront être achevées l’année prochaine. La Banque



Les 15 États membres de l’organisation ont été représentés au plus haut niveau à Abuja. (PH: DR)

prévoit que les travaux de construction débuteront en 2022 », a précisé Akinwumi Adesina. Pour lui, la banque peut se targuer de jouer un rôle moteur de la croissance des pays ouest-africains et globalement du continent. « Parmi les initiatives actuelles, on peut citer un investissement d’environ 13 000 milliards de F Cfa (25 milliards de Dollars) visant à faire de l’Afrique un acteur majeur dans les domaines de l’alimentation et de l’agriculture. Il s’agira notamment de

financer l’établissement de zones spéciales de transformation agro-industrielle dans le nord du Togo, en Côte d’Ivoire et au Sénégal », a-t-il déclaré. Avant de résumer la vision de la Bad pour la Cedeao en ces termes : « Une zone monétaire et des marchés financiers intégrés ; une zone de libre-échange, avec la liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens et des services, une région Cedeao dont la nouvelle monnaie sera l’Eco, des mesures qui auront un

retentissement mondial ». Le président de la Commission de la Cedeao, Jean-Claude Kassi Brou, lui, a noté que

« les investissements de la Bad génèrent des résultats remarquables en Afrique de l’Ouest. La banque procède à des interventions techniques et financières inestimables... dans la mise en œuvre de nombreux projets et programmes ». Selon Akinwumi Adesina, le montant actuel du portefeuille des investissements de la Banque en Afrique de l’Ouest s’élève à plus de 10 000 milliards de F Cfa (20 milliards de Dollars), axés principalement sur des secteurs cruciaux, comme les infrastructures portuaires, aéroportuaires et routières, mais également dans le social avec notamment un appui de 280 millions de Dollars pour soutenir les investissements sociaux en Côte d’Ivoire ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

Tendance

Bad-La Banque africaine de développement organise un atelier de dissémination de sa Politique sur les opérations non souveraines le lundi 13 janvier 2020 au siège de l’Institution à Abidjan. La politique sur les opérations non souveraines, approuvée par le Conseil d’administration du groupe de la Banque en 2018, fournit le cadre général à travers lequel l’institution, par le biais de son guichet de prêts au secteur privé, octroie des financements et des investissements sans garanties souveraines et à des conditions non concessionnelles, aux entités privées et publiques, qui remplissent des

critères d’éligibilité spécifiques. Avec cet atelier, piloté conjointement par le département de la stratégie et des politiques opérationnelles (Shsp) et le département des opérations non souveraines et de l’appui au secteur privé (Pins), la Banque souhaite informer ses pays membres régionaux et ses partenaires sur son orientation politique en faveur du développement du secteur privé en Afrique par le biais de ses opérations non souveraines pour la prochaine décennie. Cette rencontre vise également, d’une part, à approfondir la collaboration avec les partenaires au dévelop-

pement, les gouvernements et le secteur privé et, d’autre part, à établir la mise en relation des experts techniques des opérations non souveraines de la Banque avec les acteurs du secteur privé afin d’établir des partenariats. L’atelier de dissémination de la politique sur les opérations non-souveraines s’adresse aux ministères en charge du Commerce, de l’Industrie, des investissements au secteur privé, ainsi qu’aux organisations de la société civile, aux partenaires du développement, aux médias et personnel de la Banque ■

POUR TOUS VOS TRAVAUX

**AFFICHES - PROSPECTUS - CALENDRIERS
DÉPLIANTS - LIVRES - MAGAZINES
JOURNAUX - BROCHURES
CHEMISES À RABAT...**

**Prix - Qualité
Respect des délais**

L'IMPRIMERIE de A à Z

SNPECI
Ad. Amé. Incité - Boulevard De Gaulle - 01 BP 1507 Abidjan 01
Tél. : (225) 20 37 06 66 - (225) 20 30 50 00 ou 01 - Fax : (225) 20 37 25 45
www.fratmat.info

Infrastructures routières, électrification, accès à l'eau potable, etc.

Comment Ouattara a transformé la Côte d'Ivoire

Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "relooké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire enviée de tous que le Président Ouattara a façonnée.

Quand en avril 2011, le Président Ouattara sortait de l'hôtel du Golf, c'est un pays en lambeaux qui l'attend. Il y a les affres de la guerre encore chaudes certes, mais les réels problèmes du pays dataient de longtemps. « Au moment où je briguais la magistrature suprême en 2010, j'avais deux priorités : l'amélioration des conditions de vie des populations par la réalisation d'infrastructures sociales et économiques ; et la création d'emplois, notamment pour les jeunes », rappelle le Président Alassane Ouattara.

Malheureusement, au sortir de la grave crise post-électorale qu'à connue le pays, dit-il, « nous avons trouvé un pays en lambeaux, un tissu social déchiré, une situation sécuritaire précaire, une administration en déliquescence et des infrastructures totalement dégradées ». Partout, il y avait des urgences. Manque d'eau dans de nombreux quartiers d'Abidjan et villes de l'intérieur, routes impraticables ou inexistantes, écoles insuffisantes dans le primaire, établissements secondaires démunis avec des classes sans bancs et des élèves entassés par certaines dans des salles classes ayant l'allure de bâtiments abandonnés. L'Université ou plutôt les universités ? Elles n'existaient que de noms. Surtout l'Université de Cocody, fleuron construit par



Lancements de travaux, inaugurations, remise de bâtiments... sous Ouattara il y a toujours quelque part des travaux qui s'achèvent et des chantiers qui s'ouvrent. (PHOTOS : D.R)

Félix Houphouët-Boigny qui a toujours été très enviée dans la sous-région et même en Afrique.

Côté électricité, on broyait aussi du noir. La production était en dessous des besoins du pays. Difficile de réver électrifier des villages ou connecter les nouveaux quartiers dans les villes.

Par où fallait-il commencer ? Ouattara va passer des nuits blanches avec la petite équipe habituée à ses heures interminables de travail. Il fallait sacrifier repos et souvent repas. Mais il ne fallait pas non plus tomber malade parce que le

système sanitaire trouvé en 2011 était aussi défilant.

Pas d'investissements sérieux et sans programme d'investissements depuis 1993

Un pays, c'est d'abord des programmes d'investissement. L'équipe de Ouattara découvre, une foi à la présidence, qu'il n'y a aucun programme de développement depuis la disparition du père de la nation. Aucune programmation d'infrastructures n'a été élaborée, aucun plan d'investissements. Conséquence, dans tous les sec-

teurs où les besoins ont naturellement pris du volume, il n'y a rien de prévu.

Il faut parer au plus urgent et mettre en place des programmes, des plans d'investissements.

Secteur par secteur, Ouattara va monter des équipes commandos. Daniel Kablan Duncan, Amadou Gon Coulibaly, Achi Patrick, Hamed Bakayoko, Kandia Camara, Cissé Bacongo... Chacun, tous les jours et toutes les nuits, va épauler le chef de l'Etat qui n'avait de vie que les réunions de travail. « Quand ton chef ne dort pas,

tu ne peux pas dormir. Quand ton patron te confie un boulot et que lui-même abat la plus grande partie, tu ne peux que le surpasser pour terminer la petite part. »

Très vite, le pays se relève

Résultats de ces nuits blanches et de la débâche exceptionnelle d'énergie, très vite le pays va se relever. Très vite, la population va sentir qu'enfin une équipe qui travaille est aux commandes. L'Université de Cocody est mise en chantier, les hôpitaux reçoivent rapidement des médicaments et les soins sont quasiment gratuits avec un programme spécial. Abidjan est découpé avec le plan de désengorgement. Le troisième pont est lancé pendant que des quartiers comme Riviera Palmeraie reçoivent bitumes et nouvelles voiries. C'est tout Abidjan qui est mis en chantier avec le Ppu, le programme spécial présidentiel. Depuis le palais où il dirige le secrétariat général de la présidence, Amadou Gon Coulibaly va, avec le Ppu, permettre aussi aux villes de l'intérieur de bénéficier d'infrastructures de bases.

Une vraie programmation des investissements

Sous Ouattara, on se penchera réellement sur les

problèmes de développement. D'abord, et c'est extrêmement important, il fixe un objectif à son équipe : l'émergence en 2020. L'objectif, au moment précis où le chef de l'Etat en parle, paraît surréaliste. « Au moment où les gens cherchaient à avoir de l'eau dans les robinets, où ils rêvaient de route, de centres de santé, on se demandait comment ce pays peut survivre au point de parler d'émergence en dix ans. Mais comme c'est le Chef qui le demandait, l'ordonnait, on a rien dit. Pour nous, c'était une folie. Aujourd'hui, ce qu'on prenait pour de l'utopie est à porter de main », nous confiait hier un des proches collaborateurs du Président Ouattara.

Cette Côte d'Ivoire qui a repris vie, qui construit, qui a solidifié les piliers d'un pays sérieux et qui redistribue la richesse par les embauches, le déblocage des salaires, la création d'emplois et par un plan social ardi exceptionnel (Ps gouv et filets sociaux), on n'en espérait plus. Dans la sous-région où on avait commencé à se moquer de nous, on nous cite en exemple. Sur le continent, on nous salue avec respect. Sur le plan mondial, notre pays compte. Enormément. Tout cela n'a été possible qu'à la réunion de trois éléments résumés ici par un de ses collaborateurs. « Pour réussir la relance du pays, on s'est servi de son aura à l'international, de son ardeur au travail et de l'amour pour la nation du Président Ouattara ». Le nom Ouattara, un sésame.

À Bédié, au cours d'un meeting, Achi Patrick, secrétaire général de la Présidence, affirmait : « Il y a des gens qui veulent se servir du pays pour se faire connaître à l'extérieur, dans les milieux décisionnels et il y a ceux, respectables, déjà connus en ces lieux dont le pays a besoin pour capter des ressources. »

Il a ajouté que le nom Ouattara a ouvert énormément de portes, « les bonnes portes, celles qui donnent accès à des investissements sérieux ».

Le premier miracle ivoirien était signé Houphouët. Le deuxième, celui qui nous conduit à l'émergence, se nomme Ouattara ■

BLEDSO MATHIEU



« Pour réussir la relance du pays, on s'est servi de l'aura du Président Ouattara à l'international, de son ardeur au travail et de son amour pour la nation ».

Saisie de plus de 4 tonnes de drogue à Moossou

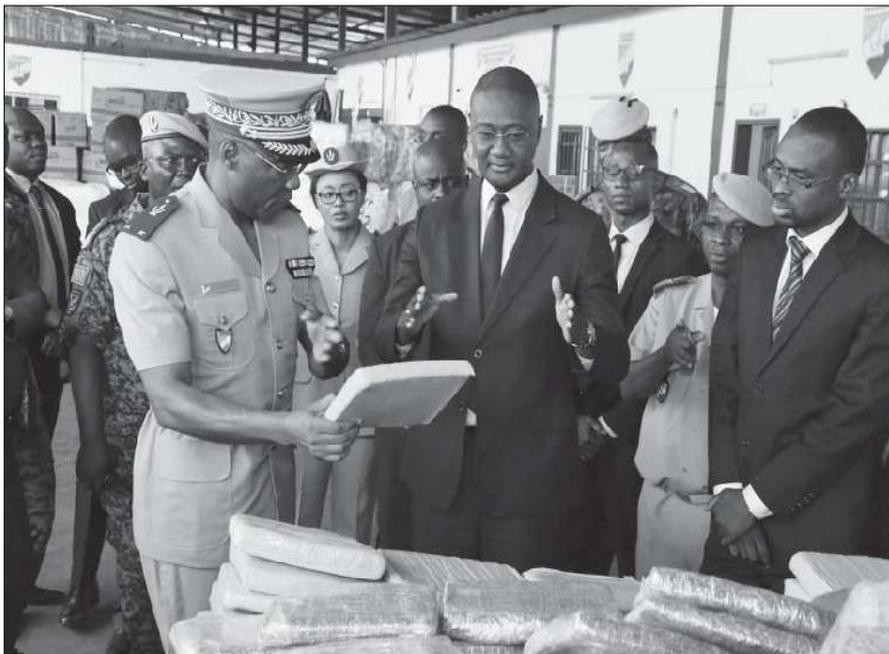
Moussa Sanogo : “ C’est la preuve que les forces de l’ordre veillent au grain ”

Les produits prohibés ont été présentés hier au ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l’État, Moussa Sanogo, à la base de l’Unité mobile d’intervention rapide (Umir) des Douanes, à Yopougon Gesco.

La Brigade de surveillance et des opérations (Bso) de l’Unité mobile d’intervention rapide (Umir) des Douanes de Côte d’Ivoire a opéré une importante saisie de produits stupéfiants et de marchandises diverses de contrebande, à bord de véhicule, le 25 décembre, à 20h 30 à Moossou (Grand-Bassam). La cargaison comprenant 4,245 tonnes de cannabis conditionnés en 42 colis de 3507 plaquettes, 400 boîtes de produits pharmaceutiques non enregistrés et des marchandises diverses, a été déchargée à la base de l’Unité mobile d’intervention rapide (Umir) des Douanes, à Yopougon Gesco.

La valeur cumulée de ces produits illégaux sur le marché intérieur est de l’ordre de 188 571 793 F Cfa.

La visite guidée du lieu d’entreposage de ces produits conduite par le directeur général des Douanes de Côte d’Ivoire, le général Dah Pierre Alphonse et ses éléments, a permis au ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l’État, Moussa Sanogo, de se faire une idée de l’importance



Le directeur général des Douanes, le général Dah Pierre Alphonse, présentant les produits saisis au ministre Moussa Sanogo. (au centre). (PH: DR)

de la prise et surtout des défis sécuritaires à relever. « C’est une saisie qui intervient

dans un contexte où tous les hommes en charge des questions de sécurité doivent

veiller davantage au grain pour rassurer les populations. C’est ce que nos hommes

viennent de nous prouver. Plus de 4 tonnes de cannabis, c’est un volume assez

important. Cette performance est la preuve que les services veillent au grain et qu’ils sont dévoués à faire en sorte que les Ivoiriens puissent avoir une vie paisible », s’est félicité Moussa Sanogo. Il a exprimé sa fierté et sa satisfaction à l’égard des agents des douanes qui ne sont pas à leurs premières prises. Ils ont réussi à porter des coups durs aux trafiquants durant l’année 2019 en mettant la main notamment sur 4,948 tonnes de drogue en octobre 2019 à Assinie et 2,6 tonnes de drogue à Noé, quelques semaines avant.

Le ministre Moussa Sanogo a indiqué que cette saisie a été possible parce que les moyens de surveillance ont été renforcés. « Nous allons approfondir les investigations afin que notre pays ne soit plus victime de ce genre de trafic », a-t-il déclaré. Promettant que des moyens nautiques seront mis à la disposition des douaniers afin qu’ils puissent mieux surveiller le plan d’eau lagunaire, souvent emprunté par les trafiquants pour contourner les barrages frontaliers ■

DAVID YA

Tracasseries routières

Les commerçantes de Noé sensibilisées

Les populations de la localité de Noé, dans la sous-préfecture d’Adiaké, à la frontière Côte d’Ivoire-Ghana, ont assisté à une campagne de sensibilisation pour un commerce sans violences, le 27 décembre. Initiée par la représentation nationale de Women in law and development in Africa (Wildaf-Ci) à l’endroit des femmes exerçant dans ce secteur prisé pour les échanges commerciaux, la campagne visait à leur inculquer les règles élémentaires que recommande la libre circulation des biens et des personnes sur le corridor Abidjan-Lagos.

Et effet, c’est dans le but d’appliquer les recommandations de l’atelier de res-



Emilie Sekongo Bassin (3e à partir de la droite) a réitéré l’engagement de son institution à sortir les commerçantes de l’informel. (PH: DR)

titution consécutif à l’étude commanditée par cette Ong et portant sur les tracasseries que subissent les femmes commerçantes sur

le corridor Abidjan-Accra-Lomé-Cotonou-Lagos que l’activité a eu lieu. Ceci, pour faire le lien avec son projet : « Promouvoir les droits

économiques et sociaux des agricultrices à travers les politiques sous-régionales et régionales » et répondre à la demande de ces commer-

cantes qui souhaitent être formées sur leurs droits en rapport avec le Schéma de libéralisation des échanges (Sle), mis en place par la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (Cedeao). Ainsi, une émission radio sur la problématique de la lutte contre les tracasseries routières des commerçantes aux frontières a été réalisée dans la matinée, le jour de la campagne, en présence des premiers responsables de l’Ong dont Emilie Sekongo Bassin, la secrétaire générale. Ensuite, des rencontres d’information et de sensibilisation ont été faites à l’endroit des autorités policières, douanières et des femmes commerçantes.

Les tracasseries routières aux frontières constituent, selon Emilie Sekongo Bassin, une réelle entrave et une violation des droits socio-économiques des commerçantes. Une situation due à l’ignorance des femmes victimes et le caractère informel de leurs activités, ainsi que la forte propension à la corruption aux frontières. Comme solution, elle préconise la sensibilisation des femmes et des acteurs de sécurité et de douanes, de même que l’application des textes de la Cedeao qui recommandent, entre autres, la libre circulation des personnes et des biens dans l’espace régional ■

ABOUBAKAR BAMBA

• Déclaration du Ghana



Nana Akufo ADO, Président de la République du Ghana.

non seulement à la mise en place d'une union monétaire, mais aussi au programme plus large de l'intégration ouest-africaine.

Au Ghana, nous sommes déterminés à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous permettre de rejoindre les États membres de l'UEMOA, bientôt, dans l'utilisation de l'ECO, car,

selon nous, cela contribuera à éliminer les barrières commerciales et monétaires, à réduire les coûts de transaction, à stimuler l'activité économique et élever le niveau de vie de nos populations.

Le Ghana exhorte les autres États membres de la CEDEAO à travailler rapidement à la mise en œuvre des décisions des autorités

de la CEDEAO, notamment en adoptant un régime de taux de change flexible, en instituant un système fédéral pour la Banque centrale de la CEDEAO et d'autres critères de convergence convenus connexes, afin de garantir que nous puissions atteindre les objectifs monétaires de la CEDEAO, dans les meilleurs délais, pour tous les États

membres. Nous avons une occasion historique de créer une nouvelle réalité pour les peuples de la CEDEAO, une réalité de prospérité générale et de progrès. Alors saisissons-la ■

EUGÈNE ARHIN, DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION DE LA PRÉSIDENTIE DU GHANA

Le gouvernement du Ghana a pris note de la récente déclaration faite le samedi 21 décembre 2019 par le président de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), Son Excellence Alassane Ouattara, président de la République de Côte d'Ivoire, sur la décision prise par les huit (8) États

membres ouest-africains de l'UEMOA de cesser l'utilisation du franc CFA, en faveur de la nouvelle monnaie commune proposée de la CEDEAO, l'ECO, à partir de 2020.

Il s'agit d'une décision bien venue que le Ghana applaudit chaleureusement. C'est un bon témoignage de l'importance qui est attachée

Promotion du Commerce Une nouvelle association voit le jour



Les commerçants se sont mobilisés pour participer à la création de leur nouvelle association... (PH: DR)

Le Mouvement pour la revalorisation du commerce en Côte d'Ivoire (Mrcci) a été mis sur pied par un groupe de commerçants ivoiriens. Son objectif : contribuer au développement et à la promotion du commerce en Côte d'Ivoire. Kabo Yao Junior est le premier président de l'association, qui a vu le jour le 14 décembre

à Yopougon. A cette occasion, il a exhorté les commerçants à y adhérer car, selon lui, «cette organisation ambitionne de mettre tout en œuvre pour défendre les droits des commerçants et le bien-être de ses adhérents, à travers des actions concrètes sur le terrain» ■

D. YA

Groupes de la Banque Africaine de Développement



Département des Services Généraux et des Achats Division des Achats Institutionnels

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

DEMANDE DE PROPOSITIONS POUR LA FOURNITURE, L'INSTALLATION, LA CONFIGURATION, L'INTEGRATION, LA FORMATION ET LA MAINTENANCE D'UNE SOLUTION DE GESTION CENTRALISEE DES AFFICHAGES DIGITAUX ET DYNAMIQUES A LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT - REF. : ADB/RFP/CHGS/2019/0275

1. La Banque Africaine de Développement (la "BAD" ou la "Banque") invite, par le présent Avis, les entreprises éligibles à participer à cette Demande de Propositions pour la **fourniture, l'installation, la configuration, l'intégration, la formation et la maintenance d'une solution de gestion centralisée des affichages digitaux et dynamiques à la Banque Africaine de Développement**, Réf.: ADB/RFP/CHGS/2019/0275.
2. Sont éligibles, les sociétés constituées conformément à la législation d'un pays membre de la Banque, dont la majorité du capital social est détenue par des ressortissants des pays membres de la Banque et ayant leur principal centre d'activités dans l'un de ces pays dont la liste est fournie à l'adresse www.afdb.org.
3. Le dossier de Demande de Propositions est téléchargeable sur le site de la Banque à partir du lien suivant : <http://www.afdb.org/en/about-us/corporate-procurement/procurement-notice/current-solicitations/>.
4. Les entreprises intéressées doivent s'enregistrer à l'adresse tender@afdb.org, en précisant le titre et la référence de la Demande de Propositions.
5. Tous les dossiers doivent être **déposés en cinq exemplaires (1 original + 4 copies) en mains propres ou par courrier** à l'adresse ci-dessous indiquée dans le dossier de Demandes de Propositions, **au plus tard le 06 février 2020 à 12h00, heure locale d'Abidjan**, en indiquant la référence de la Demande de Propositions en caractères gras, de façon bien lisible et bien en vue :

Division des Achats Institutionnels
Département des Services Généraux et des Achats
Immeuble Siège – 17^{ème} étage, Salle 17-S-21
Avenue Joseph Anoma – Abidjan Plateau
01 BP 1387 Abidjan 01, Côte d'Ivoire

DEMANDE DE PROPOSITIONS – NE PAS OUVRIR JUSQU'À LA DATE D'OUVERTURE DES PLIS

Ref. : ADB/RFP/CHGS/2019/0063 - DEMANDE DE PROPOSITIONS : LA FOURNITURE, L'INSTALLATION, LA CONFIGURATION, L'INTEGRATION, LA FORMATION ET LA MAINTENANCE D'UNE SOLUTION DE GESTION CENTRALISEE DES AFFICHAGES DIGITAUX ET DYNAMIQUES A LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Date et heure de clôture : 06 février 2020, à 12H00, heure d'Abidjan

6. Les entreprises intéressées sont priées de consulter régulièrement le site internet de la Banque pour tout additif au dossier de Demande de Propositions.
 - o Les entreprises qui souhaitent travailler avec la Banque doivent s'inscrire au préalable sur son site Web à l'adresse ci-après : https://eprocurement.afdb.org/sap/bc/webdynpro/sap/zsup_reg_submit#.

Adresse électronique : tender@afdb.org – Internet: www.afdb.org

Filets productifs sociaux

75 000 nouveaux ménages ont perçu leur premier paiement, hier

La phase 2 du projet gouvernemental de bourses familiales permettant à chaque bénéficiaire de recevoir 36 000 F Cfa tous les trimestres a été lancée, vendredi à Abobo par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.



(PHOTOS: JOSEPHINE KOUIDIO)

Des femmes bénéficiaires du projet, dans la commune d'Abobo, ont exprimé leur gratitude aux autorités gouvernementales.

Après l'expérience réussie du projet de filets sociaux productifs en cours depuis 2017 et qui permet déjà à 50 000 familles de percevoir, tous les trois mois, 36 000 F Cfa, le gouvernement ivoirien et son partenaire la Banque mondiale ont décidé de remettre le couvert. Pour l'acte 2 des bourses familiales, ce sont 75 000 ménages supplémentaires qui vont, en plus des premiers, recevoir, chaque trimestre durant trois ans, le même montant. Hier, au lancement de cette phase additionnelle des filets sociaux productifs, dans la cour de la mairie d'Abobo, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a indiqué que le passage à la vitesse supérieure de ce projet s'inscrit dans la dynamique du Programme social du gouvernement (Ps-Gouv). « Les filets sociaux participent au renforcement de la croissance inclusive en Côte d'Ivoire », a noté le Chef du gouvernement. Il a indiqué que sa présence aux côtés des populations d'Abobo, venues en grand nombre, a pour but d'exprimer l'engagement du gouvernement, sous l'autorité du Président de la République Alassane Ouattara, à travailler davantage et à multiplier les initiatives pour faire profiter à tous, les fruits de la croissance du pays.

« L'objectif de ce programme de filets sociaux est de faire en sorte que les retombées de la croissance extraordinaire de la Côte d'Ivoire se ressentent dans toutes les familles, notamment chez les plus démunies », a soutenu Amadou Gon Coulibaly. Il s'agit, selon lui, de répondre efficacement aux nombreuses attentes légitimes des Ivoiriens qui ont consenti d'énormes sacrifices dans la phase de reconstruction post-crise du pays. « Le gouvernement est déterminé à faire toujours plus et mieux dans la quête du mieux-être des populations. Personne ne sera oublié (...). C'est pourquoi, nous avons ciblé les plus vulnérables pour leur apporter des réponses concrètes visant à consolider leur capacité de résistance et améliorer leur condition de vie », a fait savoir le Premier ministre. Avant d'ajouter que les filets sociaux sont un puissant moteur de redistribution ciblant les ménages économiquement faibles en milieu rural, mais aussi désormais en milieu urbain.

144 000 F Cfa par an à chaque famille bénéficiaire

Le programme de filets sociaux productifs, initié avec le soutien de la Banque mondiale, consiste principalement à octroyer des transferts monétaires directs de l'ordre de 144 000 F Cfa non remboursables par an à des

ménages pauvres sur toute l'étendue du territoire national. Ce transfert monétaire direct s'accompagne d'appuis au renforcement de la productivité à travers des activités génératrices de revenus (Agr) portant sur l'agriculture,

l'élevage, l'agroforesterie, le petit commerce et l'artisanat. La ministre de la Solidarité, de la Cohésion sociale et la Lutte contre la pauvreté, Mariatou Koné a, peu avant le Premier ministre, expliqué que le Projet filets sociaux pro-

ductifs (Pfsp) a bénéficié, en 2015, d'un financement initial de la Banque mondiale d'un montant de 29,5 milliards de F Cfa, et en 2019 d'un financement additionnel de 58,4 milliards de F Cfa pour la période 2020-2024. Toujours au chapitre des financements, le Pfsp bénéficie, en outre, de fonds de contrepartie de l'État de Côte d'Ivoire. De 2015 à ce jour, le gouvernement ivoirien y a injecté 2 milliards de F Cfa. Pour la phase additionnelle, il y mettra 6,3 milliards de F Cfa.

« Les financements conjoints de la Banque mondiale et de l'État ont permis de procéder au ciblage et au paiement, à ce jour, de 50 000 ménages dans 882 villages et 16 régions. Pour ces régions, les ménages ciblés reçoivent déjà les transferts monétaires. Pour la phase d'extension qui nous réunit aujourd'hui, nous avons sélectionné 55 000 ménages dans plus de 600 villages de 21 régions. 20 000 ménages démunis ont été également cooptés dans 5 grandes agglomérations (Bondoukou, Daloa, Korhogo, Bouaké et Abidjan) », a relevé Mariatou Koné. Soulignant qu'avec les 50 000 ménages du premier groupe en milieu rural, les 2000 de la phase pilote en

milieu urbain et les 75 000 actuels, issus à la fois du rural et de l'urbain, le projet enregistré à ce jour 127 000 bénéficiaires.

L'hôte de la cérémonie, le ministre d'État, ministre de la Défense Hamed Bakayoko, s'est félicité de la volonté affichée du Chef de l'État de sortir bon nombre de ses concitoyens de l'extrême pauvreté. « Grâce à Alassane Ouattara, 2900 familles d'Abobo vont bénéficier de ce projet qui va leur redonner leur dignité », a dit le maire. Selon lui, l'idée des bourses familiales est une première en Côte d'Ivoire. Elle est une invention du Président Alassane Ouattara, qui a à cœur l'amélioration des conditions de vie des populations. « Chaque famille va sentir ce projet dans sa famille, dans son assiette », a conclu le premier magistrat de la commune d'Abobo.

En marge de la cérémonie de lancement du Pfsp, le gouvernement ivoirien a remis 13 véhicules et 73 motos aux services opérationnels des directions régionales de la Protection sociale et des centres sociaux pour le suivi de l'encadrement des ménages bénéficiaires du projet. Coût de l'équipement, 382 millions de F Cfa ■

GERMAIN GABO

Gon Coulibaly : « Nous ne permettrons jamais à quiconque de perturber notre pays »

Une mise en garde ferme et sans réserve. Amadou Gon Coulibaly n'a pas mâché ses mots, hier à Abobo, pour dénoncer et fustiger les « nageurs en eaux troubles » qui n'ont pour objectif que de déstabiliser la Côte d'Ivoire et mettre en péril les nombreux acquis glanés sur la voie de son émergence. En marge de son discours de lancement de la phase additionnelle du projet de filets sociaux productifs, le Premier ministre a averti que face aux velléités de troubles qu'affichent des individus, les autorités ivoiriennes sauront répondre avec vigueur et rigueur. « Nous ne permettrons jamais, jamais et jamais à quiconque de perturber les acquis de notre pays », a prévenu Amadou Gon Coulibaly. La Côte d'Ivoire, a-t-il rappelé, s'est, au sortir de la décennie de crise, mise au travail pour se reconstruire.



Ses dirigeants, le Président Alassane Ouattara en tête, ont retroussé les manches pour que le pays reprenne son envol et soit un exemple de développement avec un taux de croissance parmi les plus performants au monde. « C'est en Côte d'Ivoire qu'on peut voir un pays sortir de crise et avec le leadership de son Président, retrouver la paix et la stabilité », a relevé Gon Coulibaly. Il est donc inacceptable, a-t-il martelé, que des personnes

en perte de notoriété viennent saboter cette ascension fulgurante. « Je vous donne l'assurance, au nom du Président de la République, que cette pente vertueuse sera maintenue, maintenant et pour l'avenir. N'ayez peur de rien, n'ayez aucune crainte, la Côte d'Ivoire est bien tenue, elle est entre des mains sûres », a affirmé avec hargne le Premier ministre.

Le ministre d'État Hamed Bakayoko, qui est également

revenu sur le sujet dans son mot de bienvenue a fustigé les « assouffis de pouvoir », qui ne veulent le trône que pour assouvir leur vengeance dans le sang. « La vengeance n'est pas un programme de gouvernement (...). C'est Dieu qui donne le pouvoir », s'est dit convaincu le maire d'Abobo. Il a dit sa fierté d'être un disciple d'Alassane Ouattara et de contribuer à ses côtés à la réalisation de son ambition de faire de la Côte d'Ivoire un pays développé, un État émergent. « Faites-nous confiance. Nous sommes sereins. N'ayez aucune crainte. C'est nous les grands joueurs de ce pays », a rassuré Hamed Bakayoko. Avant de tancer les adversaires du pouvoir avec ce brin d'humour et d'ironie : « Vous vous dites joueurs, le match n'a pas encore commencé, le ballon n'est même pas encore sur le terrain et vous trébuchez » ■

G. GABO

Affaire Guillaume Soro

Adou Richard répond à toutes les préoccupations

Une erreur technique nous oblige à reproposez les échanges entre le Procureur de la République et les journalistes à l'issue de sa conférence de presse de jeudi.

Dans l'enregistrement sonore que nous venons d'écouter, le nombre de 8400 est apparu. Nous savons tous que la première fois où nous avons entendu ce nombre, c'était à la suite de la mutinerie de janvier 2017. Laquelle a abouti à la découverte d'armes au domicile de Monsieur Kamaraté Souleymane dit Soul To Soul, alors directeur de protocole de Monsieur Soro Kigbalori Guillaume. Les faits ont-ils un lien avec le présent mandat d'arrêt international lancé contre Guillaume Soro ?

Les services de renseignements, dans le cadre de leur mission, ont pu intercepter les audios. Ils ont également pu trouver des personnes qui s'apprêtaient à porter un coup aux institutions de la République. J'ai également indiqué qu'à ce stade de mon propos, nous n'avons pas tous les éléments. C'est pour cela que nous avons ouvert une information judiciaire qui a permis au juge d'instruction de donner une mission aux enquêteurs dans le cadre de la poursuite de leurs investigations. Je ne voudrais pas anticiper au risque de me tromper. Mais sachez que c'est à l'issue de toutes les investigations qu'on saura si les liens sont évidents. Les personnes qui faisaient partie des 8400 sont-elles toutes impliquées ? Quelles sont les ramifications ? Je ne pourrai vous en dire plus. Les enquêtes nous permettront d'avoir plus d'éléments de réponse.

En écoutant la bande sonore, nous avons l'impression d'entendre la voix de l'ex-président de l'Assemblée nationale. Mais en Côte d'Ivoire, il y a des artistes qui savent imiter les hommes politiques. Cette bande audio n'est-elle pas un montage ?

Je peux vous rassurer que si c'était un montage, nous l'aurions rendue plus audible. Nous aurions utilisé les artistes qu'il faut et nous aurions même pu faire un film. Aujourd'hui, nous avons la possibilité de maquiller des personnes et de faire un film. L'élément qu'on vous a donné, c'est ce qui a été intercepté par les services de renseignements. D'ailleurs, les personnes mises en cause ont la possibilité de commettre des actes et c'est la procédure judiciaire qui est en cours. Le doyen des juges d'instruction a la possibilité, sur réquisition



des avocats, de faire expertiser et de rechercher avec qui la personne s'entretenait. On sait que la personne est un sachant, c'est un habitué, je ne pourrai pas vous en dire plus. Je ne peux pas vous donner l'identité parce que je ne l'ai pas. Ce sont les enquêtes qui vont permettre de solutionner tout cela.

Dans vos propos liminaires, à aucun moment le nom d'un militaire n'a été cité, parce que techniquement il est difficile pour des civils de mener un coup d'État. Des militaires sont-ils cités ?

Les enquêtes ne font que commencer. Nous avons certains éléments que nous ne pouvons pas mettre sur la place publique. Évidemment, si vous dites à quelqu'un que son nom est cité dans une tentative de coup d'État, nous sommes sûrs que la personne prendra la clé des champs. Dans l'audio, il a été dit : « On doit éviter un bain de sang. On a la puissance de feu ». Il est certain que ce ne sont pas les civils qui utilisent la puissance de feu ; on est bien d'accord que forcément ce sont des militaires. Nous ne pourrions pas donner de noms maintenant, mais les enquêtes permettront par la suite, avec le dossier du juge d'instruction qui est en train d'être diligenté, de pouvoir les identifier tous.

Pourquoi l'État de Côte d'Ivoire n'a-t-il pas rassuré Guillaume Soro, laissé son avion se poser et mettre ensuite le grappin sur lui ?

Evidemment, tout le monde savait qu'il devait venir. D'ailleurs,

voyant pas dans le patrimoine de l'État ce bien acheté en 2007 que le gérant de la SCI Ebur a tenté d'immatriculer à la conservation foncière, que l'agent judiciaire du trésor, habilité à agir, a saisi le parquet d'une plainte. Cette plainte est totalement recevable.

La date du retour de Soro Guillaume à Abidjan était connue. Pourquoi n'avez-vous pas anticipé son arrestation car l'enregistrement existait ?

C'est ce que j'ai indiqué tout à l'heure. Si la loi pénale qui a été violée par un infracteur et que celui-ci n'est pas sur le territoire, il ne rentrera jamais au pays si vous lui dites que vous allez l'arrêter. Sauf s'il décide de prendre un risque incroyable. Il faut attendre que la personne arrive sur le territoire et à ce moment-là, nous avons la possibilité d'agir parce que notre compétence est limitée à notre territoire national. Quand l'avion est détourné au Ghana, nous n'avons pas la possibilité d'obliger les autorités ghanéennes à extraire ces personnes. Lorsque le mandat d'arrêt international a été délivré et transmis à Interpol, c'est à ce moment que nous mettons en jeu la coopération pénale internationale. C'est ce qui va nous permettre, si toutefois la personne est appréhendée, de faire jouer les accords de coopération afin que la personne soit ramenée en Côte d'Ivoire.

Le mis en cause a fait l'objet d'un dossier similaire au Burkina Faso. Il a été entendu effectivement dans des écoutes téléphoniques, lors du procès du putsch manqué. Il a été relevé que les écoutes étaient fabriquées et manipulées. Ce dossier ne va-t-il pas connaître le même sort que celui du Burkina Faso et le parquet qui poursuit pourrait recourir à une expertise acoustique pour asseoir ou légitimer l'accusation ?

Pour le moment, le dossier fait l'objet d'une information judiciaire, les mis en cause ont également des avocats. En tant que procureur, je les accuse. Il appartient à ceux qui veulent se défendre de demander une expertise graphologique ou phonique. Dans tous les cas, cette expertise sera faite à leur demande, nous n'avons pas de problème. L'écoute téléphonique qui a été faite au Burkina

Faso ne peut même pas nous intéresser parce que cela s'est déroulé dans un autre pays et nous n'étions pas là-bas pour savoir exactement comment on a pu les produire. Mais, je peux vous assurer que ce que nous avons en notre possession, ce sont nos services de renseignements qui ont pris toutes les précautions et il est loisible aux avocats de contester et demander une contre expertise pour s'assurer de l'authenticité.

Vous avez relevé dans vos propos liminaires qu'un mandat d'arrêt international a été émis. Avez-vous la position géographique du mis en cause aujourd'hui ? Pouvez-vous nous dire, à ce stade de vos enquêtes, où le mis en cause réside et des assurances dans le pays où il réside quant à l'exécution du mandat qui a été lancé contre lui ?

Au moment où nous avons émis le mandat d'arrêt international, la personne se trouvait au Ghana car l'avion venait d'atterrir dans le pays. Par la suite, nous savons que la personne a pris la destination d'un pays européen. Comme je l'ai indiqué, les autorités ivoiriennes sont compétentes sur l'ensemble du territoire national. Dès lors que nous sommes en dehors du territoire national, nous ne pouvons que faire jouer la coopération pénale internationale. Nous avons saisi les services d'Interpol. Lorsqu'un pays est affilié, Interpol permet d'éditer des notices en cas d'émission d'un mandat d'arrêt. Cela permet d'interpeller la personne.

Affoussiata Bamba Lamine a aussi prononcé une conférence. Elle a même affirmé qu'il y a des éléments qui prouvent qu'en 2002, la déstabilisation était partagée. Est-ce que le procureur va s'auto-saisir et enquêter afin de faire la lumière sur cette affaire ?

Je ne pourrais pas répondre maintenant parce que comme je l'ai indiqué, le dossier se trouve actuellement chez le juge d'instruction, qui va investiguer. À l'issue de ces enquêtes, le parquet va décider de saisir la juridiction compétente. À ce stade, je n'irai pas plus loin.

Où, quand et comment a été fait la captation de la bande sonore par les services de renseignements ?

C'est un secret que je ne peux

dévoiler parce que je ne fais pas partie des services de renseignements. Ce qu'il faut savoir, c'est que chaque partenaire a la possibilité, en fonction des éléments dont il dispose, de capter des éléments. Il appartient au procureur de les analyser pour voir leur crédibilité. Ce, afin d'ouvrir une enquête qui aboutira à une information judiciaire et à un jugement éventuel. Ce qu'il faut savoir, c'est que chaque jour que Dieu fait, les services de renseignements de Côte d'Ivoire sont au travail. Et lorsqu'ils détiennent des éléments probants, ils nous les mettent à disposition pour que nous décidions ou non d'ouvrir des enquêtes judiciaires.

Les avocats de Soro Guillaume disent n'avoir pas eu connaissance du mandat d'arrêt international.

Je ne sais comment répondre à cette question. Parce que, comme je l'ai indiqué plus haut, ce sont les services de police ivoirienne et ceux de l'extérieur, en l'occurrence Interpol, qui sont habilités à exécuter des mandats d'arrêt internationaux et non les avocats qui ne peuvent même pas initier des recours contre des mandats d'arrêt internationaux. Dans un tel schéma, il est loisible aux avocats de pouvoir prendre connaissance avec le dossier qui se trouve au cabinet d'instruction. À ce jour, je ne sais pas si ses avocats l'ont fait mais ce qui est sûr, un mandat d'arrêt international que j'ai cosigné a été délivré et ventilé pour son exécution. Que ceux qui ne l'ont pas encore vu, cherchent donc à prendre attache avec le cabinet d'instruction et les autorités compétentes pour le voir.

Les Chefs d'État vont-ils exécuter le mandat d'arrêt international dans le cadre de la coopération internationale ?

Un État ne peut pas obliger un autre à exécuter un mandat d'arrêt. Mais dans le cadre de la coopération internationale, chaque État se doit, lorsqu'un criminel ou un délinquant se trouve sur son sol, de pouvoir collaborer. Nous avons donc émis le mandat que nous avons accompagné de la Commission rogatoire internationale qui explique les circonstances des faits.

Nous sommes sûrs que la personne ou l'État qui estime que ces faits sont assez pro-

Journée de l'excellence / Cames

Pr Abou Karamoko honore 252 enseignants du supérieur

Le président de l'Université Félix Houphouët-Boigny a présidé la cérémonie d'excellence et du mérite, hier à Abidjan, en présence de Laurent Souquière, Consul général de France en Côte d'Ivoire.



La célébration de l'excellence à l'Ufhb est désormais une tradition, selon le Pr Abou Karamoko. (PHOTO : D.R)

Quatre-vingt-quatorze professeurs titulaires et 158 maîtres de conférences des 13 Ufr de l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody des sessions 2015, 2016 et 2017 du Cames ont officiellement été honorés par le président de l'institution, le Pr Abou Karamoko, hier, à Cocody.

C'était à la faveur de la journée d'excellence et du mérite organisée à l'amphi A du Centre de ressources numériques et pédagogiques de l'Ufhb, en présence du consul général de France en Côte d'Ivoire, Laurent Souquière, invité spécial de la cérémonie.

L'objectif visé est de promouvoir l'excellence et le mérite des enseignants du supérieur,

mais aussi de rendre un hommage particulier aux 252 enseignants promus maîtres de conférences et professeurs titulaires par le Cames en 2015, 2016 et 2017. Au cours de la cérémonie, les maîtres de conférences ont officiellement porté leurs toges et des trophées ont été remis aux professeurs titulaires, sous le regard de collègues, étudiants, parents et amis.

Par la voix de leur porte-parole, Coulibaly Aoua Sougo, professeur titulaire de géologie marine, directrice de l'école doctorale science et technologie et agriculture durable à Ufhb, les récipiendaires ont exprimé leur profonde gratitude au premier responsable de l'université. « Nous lui exprimons nos sincères remerciements pour cette distinction et la reconnaissance de nos efforts. C'est le fruit de nuits blanches, de privations en tous genres... Nous sommes des ambassadeurs de l'excellence, pour un climat apaisé, pour la formation des générations à venir », a-t-elle témoigné.

Dans son discours d'ouverture, le Pr Abou Karamoko a estimé que la célébration de l'excellence à l'Ufhb est désormais une tradition. Si bien que toutes les réformes en cours ou déjà réalisées sont résolument tournées vers cette valeur. L'idée, a-t-il insisté, c'est de tout orchestrer pour permettre aux étudiants d'avoir un avenir radieux. C'est pourquoi il a reconnu

que « des personnes qui se distinguent par le fruit de leur travail, méritent le respect de tous. Car la bonne graine doit être séparée de l'ivraie. » S'adressant à l'invité spécial, le président de l'Ufhb a salué le partenariat gagnant-gagnant dans la coopération entre l'Ufhb et le consul général de France en Côte d'Ivoire. « Le bilan est enrichissant, dans cette relation bilatérale où des enseignants ont bénéficié de plusieurs

visas d'études, d'enseignement... Et le nombre est toujours croissant, chaque année », a-t-il encouragé. Avant d'évaluer l'appui français à la recherche scientifique en Côte d'Ivoire à environ 100 millions d'euros. Laurent Souquière a reçu, à cette occasion, un Prix pour ses actions en faveur de la promotion de l'enseignement supérieur. ■

ISABELLE SOMIAN

Le maire Jean-Marc Yacé gâte des enfants de Cocody



Le maire Jean-Marc Yacé transformé en père Noël pour la circonstance.

Le maire de Cocody, Jean-Marc Yacé, a conduit, le 23 décembre, une caravane du père Noël avec, dans son sac, des milliers de cadeaux à offrir aux enfants de la commune. Et pour bien faire les choses, Cocody a été subdivisée, pour la circonstance, en quatre zones. Ainsi, successivement l'Epp Riviera Golf, Akouédo village, l'Epp Attoban et l'Epp Angré I ont reçu la visite du père Noël qui a couvert les tout-petits

de multiples cadeaux. A chaque étape, le porte-parole des enfants ont traduit leur gratitude au maire Jean-Marc Yacé pour sa générosité. Le premier magistrat de la commune, en père de famille, les a invités au respect et surtout à l'amour du travail bien fait à l'école. La veille, le 22 décembre, les enfants du personnel de la mairie de Cocody ont bénéficié de la générosité du père Noël. ■

M. Y. INFO SERCOM

AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Monsieur le Maire de la Commune de Bingerville porte à la connaissance du public que huit enquêtes de Commodo et Incommodo d'une durée de trente (30) jours sont ouvertes du Mercredi 26 Novembre 2019 au Jeudi 26 Décembre 2019 et du Jeudi 12 Décembre 2019 au Vendredi 10 Janvier 2020 inclus dans les locaux des Services Techniques de la Mairie de Bingerville, au sujet d'établissement d'Arrêté de Concession Définitive sur les parcelles suivantes :

- 02ha 66a06 - 07Ha 56a53ca sise à ANA Gboncthui Residentiel au profit de DEMBELE OUSMANE.
- 11ha 04a 38ca sise à AKOUAI SANTE au profit de DEMBELE OUSMANE.
- 01ha 05a 82ca sise à ABATTA au profit de SCI VAGNE.
- 01ha 94a 53ca sise à ANA au profit de KONAN KOUMANE.
- 05ha 44a 51ca sise à AKOUAI AGBAN au profit de BODJE SEBASTIEN ALOUE.
- 10ha 38a 79ca sise à AKAKRO au profit AMAFOU YABO GERMAIN.
- 07ha 82a41ca sise à N'SOUTE au profit de Courtage Conception Construction Batiment(3CB).

Monsieur BAKAYOKO KASSOUM, Docteur en Génie civil, Directeur des Services Techniques de la Mairie de Bingerville, désigné Commissaire-Enquêteur est chargé de recevoir dans un registre ouvert à cet effet, toutes les observations et oppositions qui pourraient être faites.

LE MAIRE
DOLUMBIA ISSOUF

Congés anticipés/ Mort de trois élèves Kandia Camara : « Plus jamais ça »



La ministre Kandia Camara a sensibilisé les parents d'élèves à l'occasion de l'arbre de Noël au Groupe scolaire Echene Kobinan. (PHOTOS : D.R)

Plus jamais ça ! Chers parents d'élèves, renforcez l'encadrement de proximité de vos enfants. Soyez vigilants et responsables, car l'éducation et la formation de nos enfants constituent le socle du développement du pays ». Cette exhortation a été prononcée par la ministre de l'Enseignement technique et de la

Formation professionnelle, Kandia Camara, au Groupe scolaire Echene Kobinan, à Marcory, à la faveur du départ en congé des élèves. Ces conseils prodigués aux acteurs du système éducatif sont intervenus après la minute de silence observée à la mémoire des trois élèves assassinés récemment par leurs amis, dans ce qu'on pourrait appeler le scandale

des congés anticipés.

C'était à l'occasion de la cérémonie de l'arbre de Noël qu'elle a présidé au Groupe scolaire Echene Kobinan, à Marcory. A ces moments de divertissements financés par l'artiste international Ross Emmanuel Bayoto dit Afro B, la première responsable de l'Éducation nationale a invité tout le monde à s'impliquer dans la promotion d'une école de qualité. « Je vous exhorte à redoubler d'effort pour que l'école donne envie ». Par ailleurs, grâce à l'acte de générosité de l'artiste venu d'Angleterre, ce sont 1500 élèves du groupe scolaire Echene Kobinan qui ont reçu des présents (fournitures scolaires), de la part du père Noël. En plus de ces dons, 18 élèves considérés comme les plus méritants (de la maternelle au CM2), ont reçu des tablettes.

« C'est un plaisir pour nous d'apporter de la joie aux tout-petits. Surtout que mon père est un ancien élève de

cette école. Ici, nous prenons l'engagement de pérenniser cette action de générosité », a commenté le rappeur Afro B alias Ross Emmanuel Bayoto.

Les bénéficiaires ont, quant à eux, exprimé leur joie par la voix de leur porte-parole, Dembélé Zara : « Notre bonheur est de vous avoir ! ».

Mme Lekpéli Obou Bertine Florence, Dren Abidjan 3 et le président du Coges, Loba Mel Emmanuel, ont également exprimé leur gratitude au bienfaiteur.

Le mercredi 11 décembre 2019, la ministre Kandia Camara avait annoncé que tous les fauteurs de troubles identifiés, dénoncés et condamnés seront radies des établissements scolaires publics et privés. Cette sanction a été prise, après la mort de trois (3) élèves dans des manifestations violentes d'élèves voulant des départs anticipés pour les congés de Noël et du Nouvel An. ■

I. SOMIAN

Intégration monétaire

Des experts font des propositions concrètes

La deuxième journée du forum international organisé par le Groupe Fraternité Matin et le Groupement des éditeurs de presse publique d'Afrique de l'Ouest (Geppao) a été marquée par un panel sur les enjeux monétaires et financiers dans la Zleca.



Les panélistes ont instruit...

Le Forum international initié par le Groupe Fraternité Matin et le Groupement des éditeurs de presse publique d'Afrique de l'Ouest (Geppao) qui a ouvert ses portes le 19 décembre, au Conseil économique, social, environnemental et culturel, au Plateau, a connu une ambiance particulière au deuxième jour. Décideurs publics, chefs d'entreprises, universitaires, étudiants, investisseurs, financiers... Tous étaient mobilisés pour prendre part au panel d'une thématique d'actualité : « La Zleca et les questions monétaires et financières. Quel avenir pour le Franc Cfa ? ».

Cette rencontre a vu la participation de plusieurs panélistes. Entre autres, Pr Tchétché N'Guessan, agrégé des Universités en Sciences

économiques, par ailleurs directeur honoraire du Cires à l'Université Houphouët-Boigny d'Abidjan; Dr Edoh Kossi Amenounvé, Directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières d'Abidjan (Brvm); Dr Prao Séraphin, économiste, enseignant-chercheur et Martial Ze Belinga, économiste, enseignant-chercheur. La modération était assurée par Pr Clément Kouakou, économiste, enseignant-chercheur.

A cette occasion, Dr Prao Séraphin est revenu sur les avantages de la monnaie unique. Il est convaincu que la monnaie unique permettra à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) d'en finir avec les problèmes de fluctuation des monnaies nationales. Mieux, elle préservera

le tissu productif de la région contre les dévaluations intempestives. Selon Martial Ze Belinga, pour réussir l'intégration monétaire du continent, les pays africains doivent analyser quatre caractéristiques, avec intérêt.

L'économiste soutient que les monnaies doivent épouser l'idée du panafricanisme, être transformationnelles, alternatives et démocratiques. « Nos monnaies doivent être solidaires, souveraines, c'est-à-dire que les pays africains doivent avoir accès, quand elles le souhaitent, à leurs devises », a-t-il affirmé.

Le panéliste propose que la Banque centrale crée les conditions d'innovation pour que le financement aille vers le secteur privé transformationnel. Puis de poursuivre : « Les monnaies doivent être

alternatives et s'ouvrir à l'innovation monétaire pour les générations à venir », a-t-il renchéri, non sans insister sur le fait que les monnaies

ont une dimension politique. Tout en bottant en touche l'assertion selon laquelle il est difficile pour un pays d'avoir sa monnaie et sa souveraineté nationale, Pr N'Guessan Tchétché, de son côté, a déploré la multiplicité de monnaies nationales qui ne sont pourtant pas convertibles. Conséquence, les pays africains sont obligés d'avoir recours aux monnaies occidentales. Ce qui est aux antipodes du panafricanisme.

Dr Edoh Kossi Amenounvé, lui, a un autre regard sur le sujet. Le Dg de la Brvm a affirmé que l'enjeu principal des marchés financiers, c'est de travailler à améliorer l'épargne et l'investissement dans les économies africaines. « Nous devons travailler à canaliser cette épargne continentale pour mieux l'utiliser au sein du continent. Les États africains doivent créer un système de paiement in-

tégré entre les pays africains », a-t-il proposé. À noter que ce forum international, qui s'inscrit dans le cadre de la commémoration des 55 ans de Fraternité Matin, avait pour thème principal : « Entre replis identitaire et panafricanisme, quelles perspectives pour la Zleca ? ». Pendant les deux jours d'échanges, plusieurs sous-thèmes ont été débattus par les experts. Du panafricanisme historique à la Zone de libre échange continentale africaine : acquis et défis ; la Zleca et les défis du commerce intra-africain : entre tensions sécuritaires et défis logistiques ; la Zleca et les questions monétaires et financières. Quel avenir pour la zone Franc Cfa ? ; le secteur privé africain : quelles synergies pour transformer le potentiel africain en réalités effectives ? ■

ÉMÉLINE P. AMANGOUA



... les participants sur la thématique. (PH: Joséphine Kouadio)

Cabinet N.A CONSULTING
Syndic pour la liquidation des actifs de la société Anonyme
COTIVO,
ANGRE 6^{ème} TRANCHE Immeuble YAHA

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Syndic pour la liquidation des actifs de la société Anonyme COTIVO sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats répondant aux qualifications requises pour fournir des dossiers de soumission. Ces soumissions sont à déposer au Greffe de la Section de Tribunal d'Agboville dans un délai de 15 jours suivant la parution de la présente offre.

Placée en redressement judiciaire depuis le 15 Mai 2013, la SA COTIVO est actuellement en liquidation, sur décision du jugement n° 236 du 12/11/2014 rendu par la section de Tribunal d'AGBOVILLE.

Le lot (l'actif) à céder est constitué de titres représentant 76% de participation de la société Anonyme COTIVO dans le capital social (3 885 000 000 : Trois milliards huit cent quatre vingt cinq millions) de la SA Filature et Tissage Gonfreville (FTG) mise en redressement judiciaire. Cette dernière est spécialisée dans le tissage et la filature du Coton. La SA FTG est située à Bouaké dans le centre de la Côte d'Ivoire et elle dispose d'une superficie totale de 38,7 ha. La société comprend :

- Une usine de filature et de tissage de coton bâtie sur une superficie de 18 ha.
- Des magasins, des bureaux, un club house bâtis sur une superficie 20 ha.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré contre paiement en espèces des frais de participation forfaitaires et non remboursables de 150.000 F CFA au Cabinet du Syndic ou au greffe de la section de Tribunal d'Agboville de 8 heures à 17 heures et ce du lundi au vendredi.

Les offres devront être déposées au Greffe de la section de tribunal d'Agboville au plus tard le 03 janvier 2020 à 12 heures.

Pour tout renseignement, contacter
Cabinet N.A CONSULTING 22 50 07 44/ 09 72 94 13.
Mail : infos@cecnacconsulting.com

Le liquidateur.

Martial Ze Belinga, économiste et sociologue, au sujet de la disparition annoncée du Franc Cfa

« Voici les 4 conditions pour que la monnaie profite aux peuples africains »

Co-auteur du livre «Sortir l'Afrique de la servitude monétaire: A qui profite le franc CFA ?», cet intellectuel camerounais, invité au forum de Fraternité Matin, estime qu'une nouvelle génération de monnaies africaines est nécessaire et doit s'arrimer aux grands projets continentaux.

L'actualité économique aujourd'hui en Afrique de l'Ouest, c'est le Franc Cfa. Tout semble s'accélérer avec l'annonce de sa prochaine disparition au profit d'une autre monnaie, l'Eco. Comment ressentez-vous cette nouvelle donne, vous qui avez toujours défendu la nécessité pour l'Afrique de sortir de la servitude monétaire instaurée, selon vous, par le Franc Cfa, au profit de monnaies africaines alternatives et transformatrices ?

L'impulsion de la transformation a été donnée depuis un certain nombre d'années, on peut même dire depuis plusieurs décennies par les Africains. Pas nécessairement ceux qui étaient en charge des questions monétaires, mais ceux qui en ont ressenti le besoin et la nécessité. Et aujourd'hui, les politiques montrent qu'ils ont enregistré tout au moins la forte demande, la forte exigence de la transformation de l'espace monétaire. Nous en sommes à des annonces : l'annonce d'un changement de nom, l'annonce d'une réforme.

Il faut rester prudent et attendre d'en savoir davantage sur les contenus pour se prononcer. Mais, ce qui est acquis, c'est que l'on n'est plus dans une forme de théologie monétaire, on est rentré dans une politique publique au sens plein du terme, c'est-à-dire quelque chose de discutable, d'améliorable, quelque chose qui peut aussi s'arrêter lorsque les résultats sont, en dessous, très en-deçà des attentes. Voilà mon premier sentiment.

A savoir que nous sommes juste à un point d'étape et il faudrait travailler à avoir des contenus qui rendent un peu plus d'espoir aux peuples. Parce que nous vivons quand même sur des arrangements monétaires anciens, qui affichent un certain nombre de résultats macro-économiques qui paraissent intéressants, mais qu'on ne voit pas se traduire dans la vie des peuples, et qu'on voit encore moins se traduire en termes d'indices de développement. C'est donc un nouveau paradigme monétaire qui devrait s'enclencher, peut-être étape par étape. Je pense qu'on ne pourra plus, en tout cas, détourner la face.

Quelle doit être la pro-

chaine étape ? Quel doit être, selon vous, le contenu d'une monnaie africaine qui, a contrario des griefs que vous venez d'énumérer, serve véritablement les intérêts et les besoins essentiels des peuples africains ?

Comme je le disais, pour le moment c'est une annonce, et il faut rester prudent sur le contenu. D'autre part, si on regardait de plus près, il y a un risque que ces annonces ne résolvent pas le problème et laissent au contraire planer des incertitudes et des spéculations déjà lancées il y a plusieurs mois sur une espèce de franc Cfa bis, si on avait les réformes les plus importantes. On sait que beaucoup avaient plaidé pour une réforme du taux de change, pour un taux de change plus flexible permettant aux économies de pouvoir bénéficier également des différents chocs du marché, de les anticiper et de les amortir. La décision prise actuellement peut paraître contradictoire dans la mesure où la Cedeao a décidé d'avoir une monnaie à change flexible. On est dans l'incertitude.

On a une monnaie qui va s'appeler Eco. Or, l'Eco c'est le nom que s'est donné la Cedeao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, Ndlr). Est-ce qu'il s'agit du même Eco décidé par la Cedeao ? Est-ce un autre Eco ? Est-ce l'Eco décidé de façon souveraine par la Cedeao, et que l'Uemoa décide aussi d'avoir pour nom, non plus le franc Cfa mais l'Eco ? Le processus institutionnel n'étant pas le même, on peut penser que ce n'est pas le même Eco. Donc, on risque de rentrer dans la confusion si les choses ne sont pas clarifiées assez tôt.

Mais, quant au fond, nous pensons que nous avons tous les éléments aujourd'hui pour aller vers une monnaie qui soit panafricaine, transformatrice, alternative et holistique.

Qu'est-ce à dire ?

Je m'explique : nous savons qu'il est difficile de soutenir des changes durablement sur une trajectoire stable au profit des pays, compte tenu de la volatilité des taux de change et du fait qu'on n'a pas de réserves assurées. Et l'une des possibilités d'y parvenir, c'est de mutualiser



une partie de nos réserves. Donc, nos monnaies devront être solidaires, de ce point de vue-là.

Elles devront être souveraines aussi, parce qu'on ne peut plus avoir de monnaie dont les réserves sont bloquées, par exemple, alors que des pays qui ont utilisé leurs réserves de façon très active ont aujourd'hui des fonds souverains, peuvent également assurer des investissements très longs pour leurs peuples. Donc, je crois qu'il faudrait aller vers des monnaies qui aient ces caractéristiques de solidarité et de souveraineté. C'est cela que j'appelle des monnaies panafricaines.

Il faudra probablement aller vers des monnaies relativement stables d'un point de vue macro-économique, mais dont les objectifs sont tournés vers la transformation réelle des économies. Nous n'avons pas aujourd'hui de critères de diversification productive, d'industrialisation dans la gouvernance monétaire. Je pense qu'il sera difficile de passer un cap, de changer véritablement de paradigme si on n'a pas des critères précis permettant d'allouer des ressources à des secteurs productifs sur la durée, à des secteurs d'innovation, d'investissement.

Il faudra également faire preuve d'innovation. Aujourd'hui, on a des monnaies qui sont numériques, on a des monnaies locales correspondant à des besoins locaux. Il faudra utiliser toute

la gamme possible des outils monétaires, des outils d'épargne, allant de la tonnine (qu'on peut dénommer comme on veut) jusqu'aux marchés financiers, en utilisant les différentes alternatives, et non plus seulement les formats classiques que nous connaissons.

La dernière caractéristique de la monnaie africaine, c'est d'être holistique, disiez-vous...

La monnaie doit être holistique, c'est-à-dire qu'elle doit prendre en compte la dimension institutionnelle et réglementaire. Là on a des annonces qui sont respectables. Mais il faudra bien évidemment que ces annonces passent par exemple par les parlements ! Pour que ces changements soient actés par les sociétés, par les peuples, par les Etats et les représentants. Il faudra qu'à un moment donné, les sociétés civiles donnent leurs points de vue et disent dans quelle direction elles veulent aller. Il y a des règles à fixer, à établir dans le cadre de ces nouveaux arrangements monétaires. Voilà pour l'aspect réglementaire. Mais, il y a aussi l'aspect culturel. Les monnaies baignent dans un espace culturel, et il faut qu'elles ressemblent aussi à l'identité des peuples. L'Euro renvoie à l'Europe ; l'Eco, je ne sais pas très bien à quoi elle pourrait renvoyer directement dans l'imaginaire des peuples. Il faudrait avoir une attention plus grande sur l'endogénéité moné-

taire. Les choses doivent venir aussi de l'intérieur. Quelles sont les pratiques monétaires auxquelles les gens croient ? Comment on nomme les choses pour que les gens soient en confiance ? Parce que aujourd'hui, il y a quand même un rapport de défiance entre ceux qui gèrent le Franc Cfa, qui ont longtemps dit que le Franc Cfa se portait bien et qu'il n'y avait rien à changer, et aujourd'hui une proposition qui dit qu'il faudrait changer, et qui peut devenir assez vite illisible et incompréhensible.

Je pense qu'aller vers ces quatre caractéristiques pourrait nous aider à construire un avenir meilleur d'autant plus que ces nouvelles générations de monnaies devraient être en ligne avec les grands projets en cours du continent, c'est-à-dire l'intégration continentale, une intégration réelle par le commerce, également la libre circulation des populations, entre autres.

L'Eco remplace le franc Cfa, en Afrique de l'Ouest. Que devient l'Afrique centrale dont plusieurs pays utilisent également le Franc Cfa ?

Là, c'est une vraie question ! En fait, le cœur du système Franc Cfa qu'est le compte d'opérations dont on dit qu'il doit disparaître, qu'il n'y aura plus de centralisation sans qu'on comprenne exactement comment et où iront les réserves et de quelle façon elles seront gérées, car dire qu'il va disparaître, ne donne pas une destination aux réserves. On n'en sait pas...

Vous êtes sceptique ?

J'attends de voir. J'ose espérer que tout le monde est bien intentionné. Mais il faudra bien voir comment sont allouées les réserves. Pour garantir une monnaie, il faut des réserves. Donc il ne sera pas possible de garantir l'Eco dans sa version présentée, s'il n'y a pas de réserves. Et il faudra bien que les réserves soient logées quelque part, et qu'elles soient gérées de façon plus active qu'elles ne l'ont été jusqu'à présent. Le problème, c'est que le compte d'opérations qui centralise l'ensemble des réserves permet de soutenir la monnaie CFA de tout le monde. S'il y a une partie du compte d'opérations qui n'existe plus, est-ce que ce

n'est que pour l'Afrique de l'Ouest ? A priori oui, mais ce n'est pas tout à fait ce qui a été dit, parce qu'il n'y a pas un compte d'opérations pour l'Afrique centrale, et un compte d'opérations pour l'Afrique de l'Ouest. On ne sait pas très bien ce que cela va donner. En réalité, le fait qu'il y ait un changement en Afrique de l'Ouest entraîne nécessairement un changement en Afrique centrale. Ne serait-ce que parce qu'il est arrivé à plusieurs reprises qu'une des deux zones soit excédentaire et l'autre déficitaire. Et que ce soit en faisant la centralisation qu'on reste à l'équilibre. Qu'advient-il donc dans la situation actuelle ? On ne le sait pas. Forcément, la zone Cemac (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale, Ndlr) est impactée. Et cela fait partie des questions qui pourraient entraîner des spéculations négatives. Il faut en sortir. Car, si les gens spéculent négativement, en se disant la CEMAC va s'effondrer ou ne pas s'effondrer, cela peut entraîner des fuites de capitaux et des réactions difficiles à contrôler.

Dernier élément : chacun sait que depuis 1998, le Franc Cfa n'est plus convertible en franc français, mais en euro. Et on sait aussi que d'après le règlement du 23 novembre 1998, l'Union européenne a accepté la convertibilité du Franc Cfa en euro et vice-versa. Mais, l'Ue a posé des conditions. Il ne pourrait avoir aucune modification significative dans la gestion du Franc Cfa sans que trois institutions de l'Ue soient informées et soient d'accord. On ne pourrait opérer un changement significatif du franc Cfa sans que la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Conseil européen soient d'accord. Voilà reparti les spéculations ! L'Union européenne a-t-elle donné son aval ? Sinon, a-t-elle été consultée ? Si elle n'a pas été consultée, est-ce que cela veut dire que la réforme annoncée n'est pas significative ? Est-ce que c'est une réforme qui va venir ? Est-ce pour le moment un effet d'annonce ? Ce sont des questions importantes ! On est dans une ère qu'on ne peut pas encore décrypter réellement ■

ENTRETIEN AVEC VALENTIN MBOUGUENG

Mise en œuvre de la Zleca Deux principaux défis à relever

La Zone de libre-échange continentale africaine a été au centre du Forum international du groupe Fraternité Matin et du Geppao. Cela a été l'occasion pour tous les acteurs de bien analyser les contours et les implications de ce projet panafricain.

Représentant le ministre Souleymane Diarrassouba, le directeur de la coopération internationale et sous-régionale du ministère du Commerce et de l'Industrie, Touré Waoti Seydou, a prononcé la conférence inaugurale à l'un des enrichissants panels qui ont meublé le Forum international du groupe Fraternité Matin et du Groupement des éditeurs de presse publique d'Afrique de l'Ouest (Geppao), les 19 et 20 décembre, au Plateau. Ce panel qui portait sur les défis du commerce intra-africain dans le contexte de l'entrée en vigueur bientôt de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca), a été l'occasion toute



Touré Waoti, directeur de la coopération internationale et sous-régionale du ministère du Commerce et de l'Industrie (au centre), a représenté le ministre Souleymane Diarrassouba.

indiquée pour Touré Waoti, par ailleurs négociateur en chef de la Zleca pour la Côte d'Ivoire, de relever deux points essentiels pour une bonne mise en œuvre de ce projet intégrateur. En effet, pour lui, les questions liées à la sécurité et à la logistique doivent être traitées avec le plus grand soin. « La Zleca est certes un gisement d'opportunités à saisir par les secteurs public et privé, et la société civile mais, au prix de plusieurs défis à relever. Dans cette optique, les réponses aux questions de la sécurité et de la logistique sont essentielles et devront faire l'objet d'une synergie d'actions de toutes les parties prenantes africaines », a-t-il suggéré. Adopté en mars 2018 à Kigali (Rwanda), la Zleca, rappelons-le, est un projet visant à créer un marché unique pour les marchandises, les services, la circulation des personnes afin d'approfondir l'intégration économique du continent africain et ce, conformément à la vision panafricaine d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique telle qu'énoncée dans l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Il s'agit en fait, comme l'a expliqué Touré Waoti, d'éliminer progressivement les barrières au commerce des marchandises

et de libéraliser progressivement le commerce des services, d'augmenter le volume des échanges intra-africains, d'uniformiser les politiques économiques fiscales, sociales et sectorielles et d'accroître la sécurité alimentaire et contribuer à la réalisation du bien-être social. La Zleca offre donc d'énormes opportunités au secteur privé en termes d'accès à de nouveaux marchés, à l'investissement direct étranger (Ide), de transfert de technologies, de réduction de coûts de production et de facilitation des échanges. Cependant, a souligné Touré Waoti, « pour saisir ces opportunités, les Pme et Pmi africaines devront essentiellement définir et mettre en œuvre des stratégies de compétitivité globale. Mais également collaborer et prendre part, le cas échéant, aux activités des institutions nationales et continentales d'appui au commerce et à l'investissement, notamment le Cne, le Cepici, le Cn-Zleca, l'Agence Côte d'Ivoire Pme, le Rnic, le Maoc, le Pwic en Côte d'Ivoire, l'Observatoire africain du commerce, la Foire intra-africaine du commerce, le Mécanisme continental de surveillance et d'élimination des Bnt ».

FAUSTIN ÉHOUMAN

Recherche sur l'hévéa Le meilleur chercheur au monde sort du Cnra



Le Dr Samuel Obouayéba, chercheur au Centre national de recherche agronomique (Cnra), recevant son prix. (PH: DR)

Le Prix « Sekhar » IRRDB (International Rubber Research and Development Board) du meilleur chercheur au monde sur l'hévéa a été obtenu cette année par le Dr Samuel Obouayéba, chercheur au Centre national de recherche agronomique (Cnra). Une cérémonie de célébration de ce prix a eu lieu, le 23 décembre, à la direction générale du centre. À cette occasion, la communauté scientifique nationale et les acteurs de la filière hévéa lui ont rendu

un vibrant hommage en présence des autorités politiques et administratives de Jacquelineville, ville dont il est originaire. Le Dr Yté Wongbé, directeur général du Cnra, a exprimé toute la fierté que représente le prix du Dr Obouayéba. « Ceci démontre encore une fois, qu'en Côte d'Ivoire, on a des chercheurs qui cherchent et qui trouvent », s'est-il félicité. Le président du conseil d'administration de l'Association des professionnels du caoutchouc naturel de Côte d'Ivoire (Apromac), A. Kre-

mian, quant à lui, a eu des mots de remerciement à l'endroit du lauréat pour « l'impact positif » que ses études ont sur l'activité des producteurs d'hévéa. Il a, dans la foulée, engagé l'organisation qu'il dirige à soutenir davantage le travail de recherche du Cnra sur l'hévéa. Le lauréat lui-même a tenu à traduire sa gratitude au Président de la République, Alassane Ouattara, pour son soutien à la recherche agronomique. Il a également exprimé ses remerciements à l'ensemble de

la communauté scientifique ivoirienne, aux acteurs du développement hévéicole et à sa famille biologique. « Ce prix est certes le fruit de mon travail acharné, mais c'est surtout grâce au soutien et à l'appui de tous que j'ai pu l'obtenir », a-t-il reconnu. C'est le 30 septembre 2019 en Birmanie, lors d'une compétition scientifique pour désigner le meilleur chercheur au monde sur l'hévéa que le Dr Samuel Obouayéba, défendant la candidature de la Côte d'Ivoire devant le Sri Lanka, la Thaïlande et la France, a reçu ce prestigieux prix international. Ses travaux ont été jugés très pertinents et de portée mondiale. En effet, c'est grâce aux travaux de recherche du Dr Obouayéba qu'un plan de saignée en hévéaculture a été établi; ce qui a favorisé le repeuplement du verger hévéicole ivoirien. En outre, le chercheur ivoirien a mis au point le système de saignée inversée après neuf ans d'exploitation de l'arbre d'hévéa induisant un gain de rendement de 30%. Toutes choses qui sont à la base de l'explosion de la production ivoirienne depuis 2008, hisant la Côte d'Ivoire au rang de premier pays africain exportateur de caoutchouc. ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

Tendance

PROMOTION DU RIZ - Le ministre ivoirien de la Promotion de la riziculture, Gacoussou Touré et le représentant résident de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), Fujino Kojiro, ont procédé, le lundi 23 décembre, à la signature d'un procès-verbal pour la mise en œuvre de la 2e phase du Projet de promotion du riz local (Proril). Prévue pour durer cinq ans, à compter d'avril 2020, cette deuxième phase vise la dynamisation de la production et la distribution du riz local ivoirien. Il s'agit notamment de renforcer la chaîne de valeur du riz par la méthode de l'aval vers l'amont, mieux structurer le mécanisme durable du système de crédit et du service de mécanisation, en partenariat avec le secteur privé et les institutions de microfinance et améliorer la qualité du riz produit sur le plan national. Fujino Kojiro a souligné que ces trois approches clés, qui ont été introduites dans le cadre de cette seconde phase, sont indispensables pour booster la production et la distribution du riz local. Selon les données du ministère ivoirien de la Promotion de la riziculture, le Proril 1 a connu des résultats satisfaisants matérialisés par le renforcement de la chaîne de valeur du riz local; la mise en place du système de crédit pour améliorer l'accès aux intrants des producteurs et la hausse de la préférence des consommateurs pour le riz local à Abidjan à près de 31%, entre autres. La production nationale de riz paddy s'élève à 2 118 610 tonnes contre 1 355 911 tonnes pour le riz blanchi. D'un coût total de 4,2 milliards de FCfa (environ 7 milliards \$), à savoir 3,7 milliards de FCfa pour le Japon et 500 millions pour la Côte d'Ivoire, le Proril est destiné à renforcer les compétences techniques des producteurs et usiniers.

(Source : Ecofin)

Mise en œuvre du projet transport Abidjan La Côte d'Ivoire et le Millennium challenge account signent une convention

Les documents ont été paraphés lors d'une cérémonie qui s'est tenue, le 20 décembre, à la Riviera Bonoumin.



Échange de parapheurs entre le ministre Joseph Séka Séka et Florence Rajan du MCA-CI. (PH: DR)

Le ministre de l'Environnement et du Développement durable, Joseph Séka Séka et Florence Rajan, Directeur général du Millennium Challenge Account Côte d'Ivoire (Mca-Ci) ont signé, le 20 décembre, à la salle de conférences dudit ministère, sise à la Riviera Bonoumin, l'accord d'entités de mise en œuvre du projet Abidjan Transport. Lequel s'inscrit dans le cadre du programme compact Côte d'Ivoire, financé par le Millennium Challenge Corporation (Mcc) à hauteur de 524,740 millions de dollars Us soit plus de 300 milliards de FCfa. Cet appui financier va permettre de renforcer 32 Km de routes dans la ville d'Abidjan, notamment le boulevard Vge, le boulevard du port,

le boulevard de la paix et la voie express de Yopougon. Il permettra également le renforcement de la capacité technique et de gestion des organismes gouvernementaux liés au transport routier dans le strict respect des normes environnementales. Pour le ministre de l'Environnement et du Développement durable, Joseph Séka Séka, les Etats Unis, à travers ce programme, contribuent à la croissance économique durable et inclusive de la Côte d'Ivoire. « Ce partenariat opérationnel dans le cadre de la mise en œuvre du programme compact (projet transport Abidjan), améliorera la mobilité des biens et des personnes », a expliqué le Pr Joseph Séka Séka pour qui cet accord d'entité de mise

en œuvre entre le Mca-Côte d'Ivoire et le ministère de l'Environnement et du Développement durable, engage véritablement la Côte d'Ivoire par le biais du Centre ivoirien antipollution (Ciapol) et de l'Agence nationale de l'environnement (Ande), en raison de leur compétence dans la mise en œuvre du programme compact. Il a alors encouragé ces deux structures à s'y impliquer pleinement en déployant tous leurs efforts afin de contribuer au plein succès de ce projet de développement au bénéfice de tous les habitants de la Côte d'Ivoire. Le ministre Joseph Séka Séka a réaffirmé l'engagement du gouvernement ivoirien et de son département ministériel à œuvrer pour une

croissance inclusive qui intègre les notions de développement durable dans la mise en œuvre de grands projets. Auparavant, Florence Rajan a rappelé que la Côte d'Ivoire a déjà réalisé un cadre de gestion environnementale et

sociale dont l'objectif est de minimiser les risques environnementaux et sociaux liés à l'exécution du projet. Elle s'est dit convaincue que toutes les dispositions idoines seront prises afin que la mise en œuvre du

projet Abidjan Transport soit conforme à la réglementation nationale, mais surtout, réponde aux exigences environnementales et sociales de la Société financière internationale (Sfi). ■
ÉMÉLINE P. AMANGOUA

Financement des artisans La Banque populaire s'engage avec le ministère de l'Artisanat



Le ministre de l'Artisanat a reçu chaleureusement son hôte, le directeur général de la Banque Populaire. (PH: DR)

Permettre aux artisans d'avoir accès au financement; c'est le sens de la convention signée le 23 décembre, au Plateau, par le ministre de l'Artisanat, Sidiki Konaté et le Directeur général de la Banque populaire de Côte d'Ivoire, Issa Fadiga. Selon le ministre, à travers cette convention, les deux parties s'engagent à mettre en place un mécanisme innovant, qui permettra de financer les

artisans sur une période de 24 mois. Sidiki Konaté n'a pas caché sa joie et s'est réjoui de cette convention qui s'inscrit dans la politique du gouvernement. « Dans nos attributions, nous avons pour mission d'accompagner les entreprises du secteur de l'artisanat. L'un de nos grands défis est de promouvoir ces entreprises en les aidant à passer du stade informel à l'informel », a-t-il expliqué. Sidiki Konaté a

saisi cette occasion pour annoncer qu'un Fonds de garantie de l'artisanat sera logé dans les livres de l'institution bancaire. Ce Fonds, a-t-il souligné, qui représente une garantie liquide, servira de levier et permettra à la Banque populaire (BP) d'accorder des crédits aux entreprises artisanales. Le ministre Sidiki Konaté a affirmé l'engagement du gouvernement et de son département à œuvrer pour la réussite de ce partenariat avec la BP. Pour sa part, le Directeur général de la Banque populaire, Issa Fadiga, a salué cette convention dont l'objectif est d'apporter des solutions innovantes et pérennes en vue d'améliorer les conditions de vie et de travail des artisans. Pour lui, ce partenariat vise à créer les conditions de résolution des besoins des artisans. Ces besoins sont de plusieurs composantes : financement, bancarisation, formation, disponibilité de fonds de roulement, etc ■

E P. AMANGOUA



COMMUNIQUE

La Direction Générale de la SIDAM SA informe l'ensemble de ses assurés qu'à l'occasion des fêtes de fin d'année, toutes ses Agences d'Abidjan et de l'intérieur du pays resteront ouvertes de 07h30 min. à 19h30 min. les :

- Mardi 24 Décembre 2019
- Samedi 28 Décembre 2019
- Mardi 31 Décembre 2019

Et le :

- Mercredi 1er Janvier 2020 de 10h à 15h.

Votre satisfaction, notre priorité

Vous êtes victimes d'abus, de vol ou d'escroquerie. Vous êtes témoin d'un accident, d'un braquage ou d'un fait divers

de Fraternité Matin au : 20 30 60 00
20 37 06 66 / 05 87 12 94 / 07 35 38 65
Email : marc.yevou@fratmat.info

Création de la monnaie unique de la Cedeao Ce qui a été dit à Abuja

Les leaders de la sous-région étaient, samedi, en conclave dans la capitale du Nigeria.

Le processus de création de l'Union monétaire en Afrique de l'Ouest, avec en ligne de mire la monnaie unique est très avancé, si l'on s'en tient aux conclusions de la 56e session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de la Cedeao, tenue samedi à Abuja, au Nigeria. Au sommet ordinaire de la Cedeao du 21 décembre, les Chefs d'État ont réaffirmé leur volonté affichée de faire naître la future monnaie unique à partir de 2020. Après l'adoption du nom de cette monnaie, « éco », il y a quelques mois, ils ont pris note des propositions de symbole de ladite monnaie unique et ont adopté « Ec » comme symbole de la monnaie unique de la Cedeao (Cf point 16 du communiqué final qui a sanctionné cette 56e Conférence ordinaire). Outre le symbole de la monnaie unique, les Chefs d'État et de gouvernement ont adopté que la Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest (Bcao) soit le nom de la structure bancaire



La monnaie unique était l'un des sujets du 56^e sommet de la Cedeao. (Photo Dr)

qui va émettre cette monnaie. Sur la question du respect des critères de convergence, les dirigeants ouest-africains ont félicité le Comité ministériel pour les « progrès enregistrés dans la mise en œuvre du Programme de la monnaie unique » et pour « l'amélioration de l'état de convergence macroéco-

nomique en 2019 ». Cependant, la Conférence « exhorte les États membres à poursuivre les efforts visant le respect des critères de convergence ». Ces critères, rappelle-t-on, prennent en compte la maîtrise de l'inflation, des déficits, de la dette, des fluctuations de change et des réserves extérieures. C'est à croire que les acti-

vités de la feuille de route révisée piétinent. C'est pourquoi, les dirigeants ouest-africains ont invité le Comité ministériel « à prendre toutes les dispositions requises en vue de l'accélération de la mise en œuvre de la feuille de route révisée et de la réaffectation, en priorité, des ressources financières du Fonds spécial au finance-

ment des activités indispensables à la création de l'Union monétaire de la Cedeao en 2020. La Conférence instruit le Comité ministériel à lui faire le point lors de sa prochaine session ordinaire », lit-on dans le communiqué final. Le processus de la mise en place de la monnaie unique devra aussi tenir compte des transforma-

tions en cours au niveau de la zone monétaire de l'Umcoa. La Conférence, après avoir entendu l'exposé d'Alassane Ouattara, Président de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement, a pris acte de la réforme de la zone monétaire de l'Umcoa, qui faciliterait son intégration dans la future zone monétaire de la Cedeao. Comme on le voit, la mise en œuvre de la monnaie unique de l'Afrique de l'Ouest n'est pas certes un leurre, mais plusieurs étapes restent à franchir avant l'échéance fixée en juillet 2020. Il s'agit, entre autres, de la détermination du régime de parité de cette monnaie unique l'éco, les adhésions du Ghana et du Nigeria qui ont leurs propres monnaies, le Cedi et le Naira. Et pourtant, cette devise devra unifier les huit systèmes monétaires de la région : celui des pays Umcoa et ceux de leurs sept voisins, dont le Nigeria et le Ghana. ■

GERMAINE BONI

Réforme du Franc Cfa

Pr Tchétché N'Guessan, agrégé des universités en sciences économiques : “ C'est une décision historique ”

Le franc Cfa deviendra Eco. L'information a été donnée par le Président Alassane Ouattara dans une déclaration faite à la presse le 21 décembre au Palais présidentiel au Plateau. A la suite de cette annonce, le Professeur Tchétché N'Guessan, agrégé des universités en sciences économiques, directeur honoraire du Cires, a bien voulu se prononcer, hier, sur le sujet. Pour le spécialiste des questions monétaires, cette réforme est historique. « Nous l'attendions depuis très longtemps. C'est en même temps un pari et beaucoup de responsabilité pour le chef d'État et pour les Africains », a-t-il dit. Puis

d'insister : « C'est une décision emblématique qui a été prise. Le fait que les Français n'assistent pas au comité de politique monétaire, c'est vraiment important. Quand ils y assistaient, ils définissaient la politique monétaire avec nous et s'ils n'étaient pas d'accord, ils avaient un droit de veto au sens où les décisions étaient prises de manière consensuelle. Et si un membre n'est pas d'accord, tout est bloqué. Le fait qu'ils se retirent est historique et je pense que c'est aux Africains de prendre leurs responsabilités ». A l'en croire, les Africains vont désormais gérer leurs réserves. Mieux, dira-t-il, ils auront plus de marge de manœuvre sur l'utilisation

des fonds. Avoir sa propre monnaie signifie-t-il une indépendance économique ? Sur cette question, l'économiste s'est voulu clair : « Cela ne traduit pas notre indépendance économique. La monnaie est un instrument et elle dépend de celui qui l'utilise. Si nous avons notre propre monnaie, nous pouvons faire en sorte qu'elle soit un moyen d'indépendance, mais si nous la gérons mal, la monnaie peut être un élément de servitude. Tout dépend de nous-mêmes. Avoir sa propre monnaie ne veut pas dire qu'on a la souveraineté monétaire ». Pr Tchétché N'Guessan a ajouté qu'il existe une parité entre le F Cfa et l'Euro, mais avec la

mise en œuvre de l'Eco, la parité restera la même (665 F). « C'est une bonne décision qu'on garde la parité. On ne peut pas tout changer en même temps », a-t-il affirmé. Concernant le risque d'une deuxième dévaluation, le directeur honoraire du Cires s'est voulu rassurant : « Pour le moment, il n'y a pas de risque de dévaluation, nous avons un taux de croissance de 7% ces huit dernières années. Notre économie est performante ». Avant de souligner que pour sa mise en œuvre, il faut du temps aux Chefs d'État pour travailler sérieusement sur la question. ■



Pr Tchétché N'Guessan salue l'importante décision. (Photo Dr)

ÉMELINE AMANGOUA